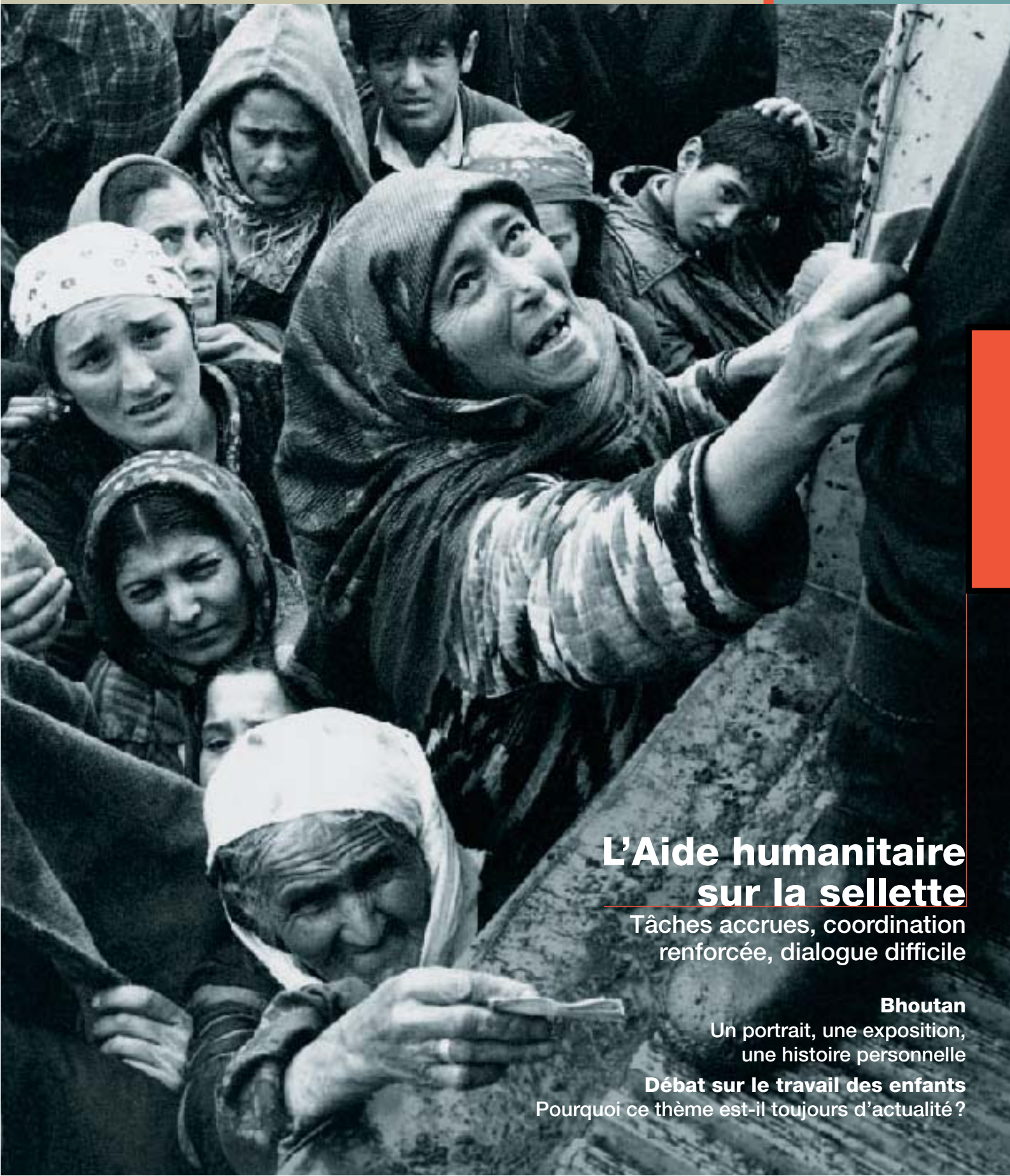


# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°2  
JUN 1998  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION



## L'Aide humanitaire sur la sellette

Tâches accrues, coordination  
renforcée, dialogue difficile

### Bhoutan

Un portrait, une exposition,  
une histoire personnelle

### Débat sur le travail des enfants

Pourquoi ce thème est-il toujours d'actualité ?

## DOSSIER



### L'AIDE HUMANITAIRE entre renommée et autocritique

Corps suisse d'aide en cas de catastrophe, Chaîne de sauvetage, etc. La Suisse a beaucoup à offrir et veut améliorer les choses

**4**

### Echappés de l'enfer... et ensuite ?

Au Rwanda, ceux qui ont survécu au génocide souffrent souvent durant des années de troubles psychiques

**8**

### Bouchons sur la route humanitaire

Interview du Britannique Martin Griffiths, fin connaisseur de « l'industrie » humanitaire

**10**

### Osojnik se reconstruit un avenir

Croatie: intervention à court terme, effets à long terme

**12**

### Les cours du pâtissier

Un projet de formation pour les PME en Pologne, soutenu par la DDC

**21**

### Briser un tabou

Prévention du sida et coopération au développement: autre pays, autre culture – un projet de la DDC au Bangladesh

**22**

### DDC interne

**23**

## FORUM



### Travail des enfants: des mots ou des faits?

Débat

**24**

### Carte blanche

Vision 21

**27**

## DES PAYS ET DES GENS



### BHOUTAN

#### Ura - l'innocence perdue

Le Bhoutanais Karma Ura évoque son village

**14**

#### Un paradis en sursis

Le Bhoutan tente une transition en douceur entre le Moyen-Age et les temps modernes

**16**

## CULTURE



### Le quart d'heure africain

Collaboration radiophonique entre l'Afrique et la Suisse

**28**

### Le Bhoutan – forteresse des dieux

La plus grande exposition jamais organisée sur la vie et la culture du Bhoutan

**30**

## DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

### Rapidité et souplesse

Le directeur de la DDC Walter Fust commente la coopération internationale de la Suisse entre 1986 et 1995

**19**

### A votre avis ?

Six conseillers nationaux s'expriment sur l'avenir de la coopération suisse au développement

**20**

Editorial	1
Périscope	2
Au fait, qu'est-ce que « l'empowerment » ?	23
Service	31
Courrier des lecteurs	32
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33

«Un seul monde» est édité par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), agence de développement intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas forcément le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

# Edi torial

Souvenez-vous du débarquement des troupes humanitaires internationales sur les plages de Somalie. Il avait été précédé par une armée de photographes et de chaînes de télévision. La solidarité aveuglée par la lueur des projecteurs. L'aide humanitaire suisse n'aime pas les feux de la rampe. Elle a en effet pour habitude de s'envelopper d'un voile de discrétion qui n'atténue en rien son efficacité. Avec, de temps en temps, une ou deux exceptions : les combinaisons orange avec leurs chiens fidèles, intervenant après les tremblements de terre, qui s'affichent sur le petit écran ou à la une des journaux. Cette année, elles ont toutes les raisons de s'exhiber. C'est qu'elles fêtent leurs 25 ans et, surtout, qu'elles peuvent repenser à leur passé avec un orgueil justifié.

Mais attention, les combinaisons orange du célèbre Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) ne représentent que l'un des moyens d'intervention dont dispose l'Aide humanitaire de la Confédération. Cette dernière est un outil important de la politique étrangère de notre pays, qui peut être utilisé dans le monde entier pour sauver des vies humaines et alléger les souffrances. Et cela, à travers ses propres interventions directes ou grâce au soutien d'organisations humanitaires internationales et nationales. Les atouts dont l'Aide humanitaire dispose sont au nombre de quatre : les spécialistes du Corps, bien sûr, mais aussi les contributions financières et les livraisons de produits alimentaires et de matériel.

Pour en savoir plus sur la problématique humanitaire, lisez notre dossier signé par Varuna Singh.

*Marco Cameroni, chef médias et communication  
(De l'italien)*



## Saviez-vous que...

... pour chaque personne des pays du Sud qui «surfe» sur Internet, il y en a 149 qui en font autant dans le monde industrialisé?

... un Australien sur cinq possède un ordinateur personnel, mais ce n'est le cas que d'un Indien sur 1000?

... un Suisse téléphone en moyenne pendant 4 heures par année à l'étranger, un Russe pendant 90 secondes, un Chinois 60 secondes et un Ethiopien 12 secondes?

... 1,2 milliard de postes de télévision sont installés dans les foyers et dans les entreprises de la planète? Aux Etats-Unis, il y a 4 appareils pour 5 habitants. Dans les pays les moins développés, la proportion est d'un appareil pour 50 personnes.

... quelque 50 millions de personnes dans le monde utilisent Internet? Et le nombre de raccordements double chaque année.

... dans les pays industrialisés, on compte en moyenne un télécopieur pour 30 personnes?

*Tiré de «Development & Cooperation» 6/97*

## Indigènes sur le Web

Les peuples indigènes multiplient les sites Internet pour faire connaître leurs cultures et défendre leurs droits. Outre les insurgés du Chiapas, qui contre-carrent ainsi les prises de position du gouvernement mexicain, les aborigènes d'Australie, les Ashaninka du Pérou ou les Indiens d'Amérique du Nord se sont laissés séduire par le Web. Les Inuit s'en servent pour communiquer entre des villages éloignés. A Hawaï, un site évoque «la restauration de l'indépendance» de l'archipel.

Dans un livre paru en 1996, Mark N. Trahan relève cepen-

dant qu'Internet ne fait pas l'unanimité parmi les indigènes. Certains craignent une érosion de leurs langues et de leurs traditions. D'autres dénoncent des sites qui diffusent des informations erronées, voire racistes.

*Tiré des «Nouvelles de Survival»*



ris Krebs

## Le Sud et le sida

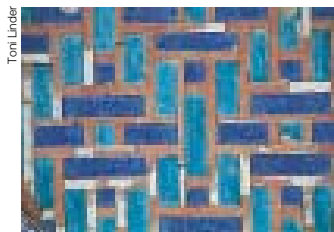
Les premiers cas de sida ont été identifiés il y a 20 ans à peine et aujourd'hui le nombre des personnes séropositives dans le monde dépasse les 30 millions. Selon des estimations publiées en 1997 par le Programme commun des Nations Unies sur le sida (ONUSIDA), cela représente une augmentation de près de 33 pour cent en une année. Neuf séropositifs sur dix sont des habitants de pays en développement. Chaque jour, 16 000 personnes sont infectées, principalement dans le Sud.

La plupart d'entre elles sont contaminées au cours de rapports sexuels non protégés. La situation des enfants, livrés sans défense au virus, est particulièrement dramatique. En effet, 90 pour cent des enfants atteints ont été infectés par leur mère. On estime qu'une mère séropositive sur trois transmet le virus à son enfant au cours de la grossesse ou lors de l'accouchement. A ce jour, 2,7 millions d'enfants sont morts du sida et 1,1 million vivent avec le virus.

*Tiré de «EPD-Entwicklungspolitik»*

## Dialogue Nord-Sud en archéologie

Pendant des décennies, nombre de scientifiques des pays industrialisés ont mené des recherches dans les pays en développement sans trop se préoccuper de coopération au développement. Or on sait, du moins depuis le Sommet de la Terre à Rio, que pour 30 chercheurs au Nord, il n'y en qu'un au Sud. Et les pays en développement ont besoin de capacités suffisantes de recherche pour résoudre les problèmes qui les attendent. Des partenariats Nord-Sud devraient y contribuer. Cette tendance à la collaboration scientifique touche désormais aussi des domaines tels que l'archéologie. Lors d'un symposium de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, placé sous le patronage de l'UNESCO, des principes éthiques ont été élaborés dans ce domaine. Leur portée dépasse d'ailleurs largement le cadre de l'archéologie. Ce dialogue Nord-Sud sur l'archéologie n'est toutefois pas la seule initiative du genre: la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement est sur le point de publier onze principes qui devraient régir ce type de partenariat. Le livre paraîtra prochainement (en allemand, en français et en anglais dans un premier temps) et sera diffusé dans le monde entier.



Toni Linder



2
3

## Poisson au lieu de vache folle

Les exportations de poisson sénégalais vers l'Europe ont progressé de 19 pour cent en 1996. Le marché français en absorbe chaque année plus de 6000 tonnes. En promotion durant les mois d'été sur les étals français, blancs de seiches, filets de mérou, rougets et dorades roses sont proposés avec des rabais de 30 à 40 pour cent. Les mareyeurs et les détaillants soulignent la qualité de ces produits tropicaux. Ils se félicitent des normes d'hygiène que l'Union européenne a imposées depuis deux ans aux pêcheurs sénégalais.

Avec l'affaire de la vache folle, les Français se sont tournés davantage vers le poisson. En 1996, la consommation nationale de pois-

son a augmenté de 1,8 pour cent alors que celle de viande bovine chutait de 2,9 pour de cent.

Tiré de «*Infosud/Syfia*»



DEMIJUNEP/SIII PICTURES

## Le sorgho qui éclate

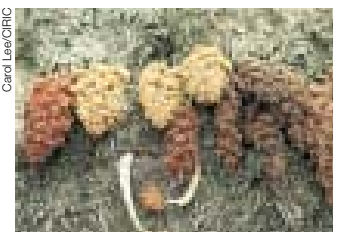
Une ménagère de Ouagadougou, Sophie Minoungou, a élaboré une recette inédite : le pop corn de sorgho. Plutôt que de payer 20 fois plus cher pour des grains de maïs importés de Chine, elle a trouvé le moyen de les remplacer par cette céréale produite en grandes quantités au Burkina.

Très dur, le sorgho n'éclate pas, même à très haute température. Il fallait donc le traiter spécialement. «Je l'ai mouillé 12 heures avant de le laisser sécher à moitié, puis je l'ai fait sauter avec un peu d'huile», explique Mme Minoungou.

Cette méthode permettra de varier le menu des ménages burkinabé qui consomment traditionnellement le sorgho sous

forme de pâte («to») ou de bière («dolo»).

Tiré de «*Infosud/Syfia*»



Carol Lee/CIFRIC



# L'Aide humanitaire

DOSSIER



Laurent Stoop/Lookat



# entre renommée et autocritique



4

5

Multipliant les interventions dans des pays aussi distants géographiquement et culturellement que le Tadjikistan, la Tanzanie, la Corée du Nord ou le Guatemala, souvent dans l'urgence et

dans des domaines aussi divers que la construction, la médecine ou l'environnement, l'Aide humanitaire de la Confédération se doit de suivre une politique cohérente. Pas toujours facile, quand la coordination des actions avec d'autres acteurs tient parfois de la gageure dans la jungle de l'«industrie» humanitaire. De Varuna Singh.



Charles Raedersdorf

### L'ASC coiffe sainte Catherine

Vingt-cinq ans déjà que les premiers membres du Corps s'engageaient pour sauver des vies ou soulager la souffrance partout dans le monde. La particularité de l'ASC est de ne pas employer de collaborateurs fixes ou à long terme, mais de recourir à une équipe de spécialistes employés ailleurs et mobilisables rapidement. Ainsi des architectes, des ingénieurs, des chimistes, des biologistes, des médecins, des volcanologues etc. interviennent dans des domaines tels que la prévention, le sauvetage, la survie et la reconstruction. Aujourd'hui, l'ASC compte plus de 1500 volontaires dont 500 membres actifs. Quelque 150 à 200 d'entre eux interviennent chaque année dans plus de 30 pays. Environ 70 pour cent des collaborateurs du Corps sont Allemands, 25 pour cent viennent de Suisse romande et 3 pour cent de Suisse italienne.

De l'Aide humanitaire de la Confédération, que connaissent les Suisses? Les interventions spectaculaires de la Chaîne de sauvetage dégageant des décombres les victimes de tremblements de terre à Mexico ou Erevan, ou l'activité fébrile des chiens à la recherche de survivants de catastrophes? Ces actions qui se déroulent dans l'urgence pour faire face à des situations de détresse font d'ailleurs dire au délégué à l'Aide humanitaire et chef du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC), Charles Raedersdorf, qu'il est connu comme «le premier secouriste de Suisse».

Mais l'Aide humanitaire, c'est aussi autre chose. On connaît moins, et pour cause, le travail de l'ombre auquel se livrent à Berne quelque 40 collaborateurs, chargés de trier les projets et les organisations à soutenir sur le terrain. Des choix cornéliens parfois, car il s'agit d'engager les deniers publics: l'Aide humanitaire ne coûte-t-elle pas 22 francs par année à chaque habitant de ce pays? Une somme qui ne représente toutefois que 0,4 pour cent des dépenses totales de la Confédération.

Ce sont eux aussi qui tentent d'influer sur les décisions des agences humanitaires de l'ONU, en siégeant dans leurs comités exécutifs ou en participant aux réunions des contributeurs. Et ce sont eux enfin qui émettent des propositions quant aux grandes lignes de la stratégie des interventions humanitaires suisses.

### Six mois au Sahel

A priori, ces lignes sont claires: l'Aide humanitaire intervient pour sauver des vies, soulager les victimes de conflits, des crises qui en découlent ou de catastrophes naturelles. Ses engagements sont de courte durée et sans distinction géographique. Reste qu'en vingt-cinq ans – l'ASC coiffe sainte Catherine cette année – beaucoup de choses ont changé. «Notre première mission en 1974 au Sahel avait duré six mois, une centaine de personnes étaient restées sur place», explique Charles Raedersdorf. «Aujourd'hui nous envoyons sur place deux ou trois spécialistes qui travaillent avec les gens du pays.»

Il a fallu aussi s'adapter à des besoins en croissance exponentielle: entre 1983 et 1993, alors même que le budget de la Confédération entrait dans les chiffres rouges, le nombre de conflits est passé de 39 à 55, celui des catastrophes naturelles de 50 à 130.

Mais surtout, aujourd'hui plus que jamais, l'Aide humanitaire doit tenir compte du contexte international dans lequel elle s'insère. «Sans coordination pas d'efficacité» pourrait être la maxime de cet instrument de politique étrangère de la Suisse. Un exercice qui implique de nombreuses concertations, notamment avec les gouvernements des pays d'intervention. Et ce processus ne va pas toujours de soi. Rappelons à ce propos la triste expérience vécue l'an dernier par une équipe de sauveteurs de l'ASC: prêts à intervenir après un tremblement de terre en Iran, ils ont dû débarquer de l'avion qui devait les amener à destination, parce que ce pays tardait à donner son approbation. Le dialogue qu'a eu en Iran le délégué à l'Aide humanitaire avec le gouvernement et les oeuvres d'entraide a clarifié les choses.

### Renforcer la coordination

Avec les représentants de la coopération au développement aussi, des progrès pourraient être faits sur cette voie. Secrétaire général de «Genève-Tiers-Monde», une organisation non-gouvernementale spécialisée dans les projets de développement rural, d'éducation, d'environnement et de santé, Antoine Droin relève le manque de lien existant parfois entre les deux types d'activités. «En mon nom personnel, j'estime qu'une réflexion commune sur cette jonction nous permettrait de mieux cerner la situation et de nous introduire avec plus de concertation dans un pays ou une région», assure-t-il. Une opinion qu'on ne partage pas dans les locaux berinois de l'Aide humanitaire. Selon Marco Ferrari, chef d'état-major de la Division aide humanitaire et ASC, de grands progrès ont été réalisés dans ces dernières années, et les améliorations se poursuivent.

Mais renforcer la coordination des actions humanitaires implique également une définition univoque du rôle de chacun. «En 25 ans, l'aide humanitaire internationale est devenue une véritable industrie», déplore le chef de l'ASC. «La concurrence règne entre certaines ONG étrangères, on se bat pour obtenir des fonds, des missions sortant du cadre de ses spécialisations. Il devient de plus en plus difficile de se faire sa place, alors que justement parce que les moyens diminuent, chacun devrait se limiter à son mandat.»





Didier Ruef / Lookat

Pour mettre de l'ordre, une agence de coordination a été créée en 1992. Le Département des affaires humanitaires de l'ONU, réorganisé au début de l'année et rebaptisé Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (voir interview), est chargé de cette lourde tâche. « Nous espérons beaucoup de cette réorganisation, nous sommes intervenus pour rassembler les activités de coordination du nouveau bureau à Genève, et avons obtenu gain de cause », assure Marco Ferrari. « Sur le terrain, cette restructuration devrait se traduire par une définition plus claire du rôle de chacun, et par conséquent, par une diminution des coûts, en évitant les recoupements. »

## Tourmente des nouveaux défis

Toutes choses qui prendront encore du temps. « Bien sûr », ajoute Marco Ferrari, « et surtout, il faudra faire sortir le débat des milieux humanitaires pour que tous tirent à la même corde, afin qu'en prenant des sanctions contre un pays, un gouvernement réfléchisse mieux aux incidences de son geste sur les actions humanitaires qu'il mène dans la même région. » Dans la tourmente de ces nouveaux défis, entre sa réputation d'efficacité, de rapidité et de solidarité –

acquise à l'étranger comme dans nos frontières – et la nécessité d'intégrer bien des inconnues, l'Aide humanitaire de la Confédération se trace vers l'an 2000 une voie empreinte d'autocritique. Considérant cet avenir, Charles Raedersdorf risque un vœu : « La meilleure chose qui pourrait arriver à la planète, c'est que nous n'ayons plus à intervenir. »

## « Demi-soeurs » complémentaires

Comme l'Aide humanitaire de la Confédération, la Coopération au développement et l'aide aux pays de l'Europe de l'Est font partie de la DDC. Mais ces dernières s'engagent dans des activités à long terme, dans les pays du Sud et de l'Est. Elles soutiennent aussi des programmes par le biais d'organisations internationales. Contrairement à l'Aide humanitaire, leurs interventions sont soumises à certaines conditions, dont le respect des droits de l'Homme ou la bonne gestion des affaires publiques.



# Echappés de l'en

Guerre et haine anéantissent des maisons, des infrastructures, mais aussi et surtout des vies humaines. Et ceux qui en réchappent sont gravement atteints dans leur psychisme – parfois longtemps encore après avoir vécu le drame. Face aux séquelles laissées par le génocide de 1994 au Rwanda, il fallait donc que l'aide humanitaire comporte un volet « psychiatrie ». De Thomas Frey\*.

## Aider la justice

La plupart des donateurs internationaux se mettent à considérer le Rwanda comme un « pays pauvre normal », dont le gouvernement prend la responsabilité d'assurer le respect des conventions internationales ainsi que des conditions propices à la coopération au développement. Le programme suisse a été réorienté dans ce sens. Objectif central : mettre en place une société civile et un système politique qui respecte les droits de l'Homme. Il est prévu de consacrer quelque six millions de francs par année à la réalisation de ce programme. A cela s'ajoute l'aide humanitaire, qui continue.

La crise politique et le génocide qui en est résulté au Rwanda avaient incité la Suisse à mettre son programme de développement en veilleuse ; à partir de l'été 1994, la DDC avait concentré ses activités sur l'aide humanitaire aux habitants du Rwanda et aux réfugiés dans les pays voisins.

Emilie et Francine sont assises face à face.

Emilie est infirmière en psychiatrie et a tout juste vingt ans. Elle est la seule de sa famille à avoir survécu au génocide de 1994, dans des circonstances atroces ; elle est orpheline.

Francine vient d'échapper à l'enfer, recrachée par la guerre qui sévissait à l'est de l'ex-Zaire. Elle doit avoir douze ans. Elle ne sait rien de sa famille, dispersée par le conflit. Ses proches sont-ils vivants ? Sont-ils morts ? Personne ne connaît la réponse... Francine est ce que le jargon humanitaire appelle une enfant non accompagnée. Elle veut aller au Vatican demander pardon au pape. Elle croit avoir commis tant d'affreux péchés dans ce monde...

Dans la cour, des enfants jouent à cache-cache.

Emilie est la première à parler. « Tu me sembles étonnamment sage, ne veux-tu pas aller jouer avec les autres ? »

« Je ne peux quand même pas m'occuper de tous ces enfants. »

« Mais toi aussi tu es une enfant ! »

« Non, je l'ai été autrefois... il faut vivre avec ses parents pour être un enfant. »

Emilie et Francine sont assises face à face.

Elle est Tutsi.

Elle est Hutu.

Elles pleurent toutes les deux...

## L'hôpital de Ndera

Cette situation a été enregistrée par un collaborateur du projet d'aide humanitaire suisse, dans la clinique psychiatrique de Ndera, située à la périphérie de Kigali. Avant 1994, Ndera était l'hôpital psychiatrique de référence pour tout le Rwanda. Durant le génocide, il a été le théâtre de scènes épouvantables. Non seulement l'établissement a été pillé et détruit, mais tout son personnel a disparu. Les uns ont été assassinés, les autres se sont enfuis à l'étranger. C'est là une situation typique du Rwanda d'aujourd'hui : les « événements » ont fait moins de dégâts à l'infrastructure qu'au tissu social et aux ressources humaines. Et c'est pourquoi il y a un tel besoin de soins psychiatriques dans ce pays. Des années de haine et de guerre ont abouti au génocide de 1994, suivi de l'exode d'une grande partie de la population. Aucun Rwandais, aucune Rwandaise qui n'en soit pas personnellement touché, au moins de façon indirecte. Afin de contribuer à la reconstruction du système psychiatrique rwandais, le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) a lancé en automne 1996, en collaboration avec les hôpitaux universitaires genevois, un programme de formation sur deux ans. Le chef de projet est un psychiatre rwandais qui a étudié et longtemps pratiqué à Genève. Son assistant est un infirmier suisse en psychiatrie jouissant d'une longue expérience, dans la formation notamment.



## Aide humanitaire

La première année de ce programme a pour but d'inculquer au personnel de Ndera un bon niveau de compétence professionnelle, par le biais d'une « formation sur le tas ». Puis, au cours des dix mois suivants, les 34 hôpitaux de districts enverront chacun six infirmières et infirmiers suivre un cours de psychiatrie d'un mois à Ndera. Dans la dernière phase, une équipe de Ndera ira dans tous les hôpitaux de districts contrôler le niveau de ce nouvel acquis psychiatrique, et le compléter au besoin. Ce projet correspond à la nouvelle politique rwandaise de la santé, qui veut renforcer la décentralisation des soins médicaux.

*(De l'allemand)*

*\* L'auteur est coordinateur de l'Aide humanitaire et de l'ASC à Kigali.*

# fer... et ensuite ?



Marco Camerini

8

9



L. Bianco

#### Un homme de terrain

Né à Colombo en 1951, Martin Griffiths a occupé des postes à responsabilité dans plusieurs ONG, de même qu'aux Nations Unies. Il a participé au développement de la cause humanitaire à tous les niveaux, passant de la distribution d'aide sur le terrain à l'établissement de stratégies. Diplômé des Universités de Sussex et de Londres en philosophie et religion, ainsi qu'en études orientales et africaines, Martin Griffiths a également travaillé pour les services diplomatiques britanniques en Afrique du Sud et à Londres.

Le Britannique Martin Griffiths a dirigé de 1994 à 1997 l'ancien Département des Nations Unies pour les affaires humanitaires (DHA), à Genève. Il vient d'être nommé à New York, au siège central, pour seconder le nouveau responsable, Sergio de Mello, à la tête d'un département réformé et rebaptisé Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) au début de cette année. Cet ancien collaborateur d'organisations non-gouvernementales (ONG) ne manie pas la langue de bois pour rappeler qu'à l'avenir plus que jamais, la portée des activités humanitaires dépendra de la participation de tous les milieux... politique et économie incluses. Propos recueillis par Varuna Singh.

# Bouchons sur la route humanitaire

**Le DHA a été créé pour coordonner l'aide humanitaire internationale, fournie par les agences de l'ONU, les ONG et les gouvernements. Pourquoi la communauté internationale a-t-elle attendu 1992 pour mettre sur pied un tel organisme ?**

Martin Griffiths : A la suite de la guerre du Golfe, lorsqu'une assistance humanitaire importante a été apportée aux populations kurdes du Nord de l'Irak en 1991, un besoin de coordination est apparu de façon flagrante. Ces lacunes s'étaient déjà fait sentir dans le milieu des années 80, en Ethiopie par exemple. Mais dans le cas de l'Irak, il y a eu volonté politique de mettre sur pied une agence de coordination.

**Quelles sont vos principales activités ?**

M.G. : Il faut savoir que nous avons eu du mal à définir notre rôle. Parallèlement à des tâches de coordination, nous étions compétents pour des activités sur le terrain, dont le déminage par exemple. Cette double fonction nous a valu des critiques, on nous trouvait trop « opérationnels ». Depuis janvier 1998, nous nous concentrons donc sur trois domaines : la coordination, le développement de la politique humanitaire et la défense des objectifs de cette dernière. Cette tâche est sans doute celle qui doit nous tenir le plus à cœur, car les problèmes qui empêchent le

bon déroulement des actions humanitaires sont plus liés au contexte – manque de sécurité, non-respect des droits de l'homme ou politique nationale hostile aux opérations – qu'aux obstacles techniques.

**Quels résultats le DHA a-t-il obtenu en cinq ans ?**

M.G. : Notre rôle de coordinateur est mieux perçu, même s'il reste difficilement accepté par des agences souveraines qui ont parfois du mal à être complémentaires. Nous avons obtenu que les appels de fonds interviennent de façon concertée, et qu'il y ait plus de consensus dans la marche à suivre.

**Pourtant, tout ne semble pas acquis. On l'a vu au Rwanda, lorsque des centaines d'ONG se sont précipitées sur place et que la coordination des activités a mis du temps.**

M.G. : Les ONG ont leur propre mandat et n'ont pas d'ordres à recevoir de l'ONU. Nous pouvons jouer un rôle de négociateur, mais pas leur interdire de se rendre sur les lieux d'un conflit. Il y a donc des risques que ce genre de situation se répète. surtout, ne le nions pas, lorsqu'il y a des affaires à réaliser. L'humanitaire est un domaine qui peut rapporter aux gens sans scrupules et les crises très médiatisées permettent de recueillir des fonds importants. Reste que dans la crise du Kivu (à la



frontière ouest du Rwanda) en 1996 et 1997, une meilleure coordination entre les agences de l'ONU et les ONG sur place a été constatée. Des progrès ont donc été réalisés.

**En matière de collaboration internationale, la Suisse est un cas à part, puisqu'elle n'appartient pas à l'ONU, même si elle siège dans le conseil exécutif de plusieurs de ses agences. Comment se passe la coopération avec l'Aide humanitaire de la Confédération ?**

M. G. : La Suisse est un partenaire, au même titre que les autres gouvernements. Pas seulement sur le plan financier, car nous entretenons une collaboration étroite avec le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC), qui figure parmi les meilleures organisations du monde dans sa spécialité et dont nous employons les membres. En outre, les Suisses se sont véritablement engagés pour la coordination des activités humanitaires à l'échelon international, qui a débouché notamment sur la création de réseaux, tel que le Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG). Depuis sa création en 1991, ce dernier est d'ailleurs présidé par Toni Frisch, de la centrale de l'ASC.

**Lorsque la communauté internationale tarde ou se refuse à prendre des décisions politiques, l'aide humanitaire est utilisée comme placebo dans certaines régions du globe. Qu'en pensez-vous ?**

M.G. : C'est le cas, bien sûr. En politique, on devrait apprendre à prévenir plutôt qu'à guérir. Les interventions humanitaires sont souvent induites par un manque de prise de position politique, puisque le pourrissement d'une situation peut engendrer un conflit, nécessitant alors une action humanitaire. Je suis davantage préoccupé par ce manque d'attention pour les problèmes politiques d'une région.

**Comment voyez-vous l'avenir de l'aide humanitaire internationale ?**

M.G. : Bien qu'elle soit devenue plus efficace, je crains qu'elle n'ait à intervenir dans des contextes réduisant ses effets. Il faut donc que les actions soient discutées à l'extérieur de la « communauté humanitaire », avec les acteurs politiques ou économiques. Je pense par exemple aux compagnies pétrolières, dont la position est déterminante en Angola. En d'autres termes, un dialogue à beaucoup plus large échelle est absolument nécessaire.



J.-C. Coutasse / L'Obs

## Le fléau de demain

Moins médiatiques que nombre de conflits, les catastrophes naturelles ont pourtant un impact économique et social tout aussi pernicieux, voire plus, sur des régions entières. Pour Martin Griffiths, si les famines ont marqué les années 80 et les conflits les années 90, les catastrophes naturelles sont la grande menace pesant sur le début du prochain millénaire. Les agences humanitaires s'y préparent.

10

11



Siti Pictures

## Du militaire et du civil

En 1996, le DHA créait le Groupe responsable pour les questions de l'utilisation des ressources militaires et de la protection civile (MCDU). Ce centre a pour tâche de faciliter l'utilisation des ressources militaires ou civiles par les agences de l'ONU, par d'autres organisations humanitaires ou par les gouvernements. Formé d'officiers militaires et de personnel des Nations Unies, il peut être mis à contribution pour le transport de matériel ou la construction de ponts, par exemple. Mais il n'a pas d'activités de maintien de la paix.

# Osojnik se reconstruit un avenir



Béatrice Kunzi



La reconstruction d'Osojnik a fait école en Croatie, non seulement avec les trois autres villages rebâties sous la direction des spécialistes de l'ASC.

« Depuis lors, il y a plus d'une centaine de projets de reconstruction en cours dans toute la Croatie, avec d'autres pays donateurs et organisations d'entraide », déclare le Croate Pavo Handabaka, ancien assistant local des réfugiés à Dubrovnik et chef du projet d'Osojnik. « Tout le monde se réfère à Osojnik pour le prix – la reconstruction des 97 maisons a coûté en moyenne 15'000 francs l'unité – aussi bien que pour le recours à des ressources locales et la durée des travaux ».

L'aide humanitaire se confond souvent dans les esprits avec l'idée d'intervention rapide après une catastrophe. Mais elle peut aussi agir durablement, comme le prouve l'exemple du village d'Osojnik, dans les montagnes croates. Ses habitants l'ont reconstruit avec l'aide de la Suisse, recouvrant ainsi quelque chose qui n'a pas de prix. De Beat Felber.

Assoupis dans la tiédeur d'un après-midi ensoleillé, quelques hameaux de quatre ou cinq maisons accrochées au sol ingrat de pentes rocailleuses. Plus ou moins au centre, l'église, flanquée d'un minuscule magasin ; et à un jet de pierre, l'école avec ses deux salles de classes. Quelques moutons et autant de chèvres bêlent à l'ombre de buissons épineux. C'est tout. C'est Osojnik.

On est à une douzaine de kilomètres de la célèbre cité de Dubrovnik, dont le centre historique est placé sous la protection de l'UNESCO. Mais ici, à 670 mètres d'altitude, on ne perçoit rien de la richesse de la « ville d'en bas sur la côte », comme disent les villageois. On ne voit même pas la côte dalmate. La plupart des 360 habitants se nourrissent de fromage de brebis, de lait de chèvre, de figues, d'un peu de viande et surtout des légumes qu'ils cultivent patiemment sur un sol sec et caillouteux. Ce que l'on gagne en travaillant à Dubrovnik ne suffit pas pour vivre. Dans la région, le salaire moyen est d'environ 500 francs par mois.

## La fin de l'exil

« Même si la vie est dure, ma famille et moi apprécions depuis le 26 mai 1992 chaque jour que nous passons à Osojnik », affirme Marina Burin (38 ans) en regardant ses mains marquées par le labeur. « Mes deux enfants Josipa et Pero ont beaucoup souffert de la guerre et voulaient absolument revenir. » Gravée dans son esprit comme celle de sa naissance, cette date est celle du jour où le village a été libéré, après sept longs mois de guerre rythmés par les fusillades et les explosions de grenades.

« Quand nous sommes revenus ici pour la première fois après notre exil forcé à Dubrovnik, il ne restait plus rien de notre village. Presque toutes les ha-

bitations, y compris l'église et l'école, avaient été complètement détruites par le feu », raconte Marina Burin.

Face à ce désastre, les femmes et les hommes du village qui avaient trouvé refuge dans des hôtels et chez des particuliers, à Dubrovnik, ne croyaient plus un retour possible.

« Cependant, où pouvions-nous aller ? », observe le maire Mato Violic. « La plupart d'entre nous avaient passé toute leur vie dans ce village. Mais nous ne possédions plus rien, le bétail avait disparu, les maisons étaient réduites en cendres. Nous avions encore l'espoir de revenir, mais sans y croire vraiment. Pour finir, nous avons eu de la chance dans notre malheur. »

## Impossible d'oublier

Depuis 1994, en effet, l'ensemble de ces familles se sont réinstallées à Osojnik, comme en témoignent les toits neufs de couleur rouge qui font des taches claires sous le soleil. Les habitants consacrent encore tout leur temps libre à l'aménagement de leurs maisons, mais toutes ont maintenant un toit, des portes, des fenêtres, le chauffage et l'électricité. Cela s'est fait grâce à un crédit de 1,9 million de la Confédération, lequel a pris la forme d'un projet de gros œuvre dirigé par des spécialistes du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC). Toits, planchers, portes et fenêtres ont été refaits à neuf, de manière à offrir des abris sûrs pour l'hiver, équipés d'eau et d'électricité. L'aménagement intérieur incombait aux habitants, qui pouvaient pour cela obtenir des prêts de l'Etat croate.

« Pour nous tous, l'aide suisse a été comme un moteur qui nous a redonné le courage de croire qu'il y avait un avenir à Osojnik », se souvient Mato Vio-





Thomas Kern / Lookat

lic. Après des mois de travail acharné, le village a été officiellement inauguré un jour de l'automne 1994. Depuis lors, la vie a repris ses droits à Osojnik. « Une vie plus ou moins normale », remarque Marina Burin, « parce que cela ne sera plus jamais comme avant ». La guerre reste omniprésente dans l'esprit des gens. Et si on l'oublie un instant, il y a toujours le rappel des impacts de balles sommairement réparés sur certaines parois, les traces de fumée encore visibles sur des portes et des fenêtres, ou les murs nus des maisons qui n'ont pas été reconstruites.

« Nous ne pouvons et ne voulons pas oublier », dit Marina Burin, « mais je pense que l'aide extérieure et la reconstruction nous ont redonné une des

choses les plus précieuses que puisse connaître l'être humain, la foi dans un avenir digne d'être vécu, et surtout une patrie. »

*(De l'allemand)*

Ana Ferić / Lookat



# Ura - l'inno



## Karma Ura

Karma Ura est né à Ura, un village de montagne isolé, dans la province de Bumthang. Il fut l'un des rares enfants du village à fréquenter la Yangchenphug High School de Thimphu, puis le Kanglung Junior College du Bhoutan oriental. Au cours de ses études d'histoire à Delhi, il a obtenu la bourse du Tiers-Monde JCRT du Magdalen College d'Oxford où il a ensuite étudié la politique, la philosophie et l'économie. C'est à l'Université d'Edimbourg que le jeune Bhoutanais a passé son doctorat en économie. Depuis 1989, il travaille au Ministère de la planification de son pays. En marge de son travail, Karma Ura a rédigé divers articles et ouvrages, dont une nouvelle historique intitulée « The Hero with a Thousand Eyes ».

L'aridité de la vallée le disputait sans cesse à sa beauté. En hiver, elle était complètement nue. En quête de quelque improbable pitance, les poules creusaient des trous profonds dans le sol et les animaux fouillaient les pentes gelées. Le soir, les gens se pressaient autour du feu : les hommes cousaient des vêtements et réparaient les outils ; les femmes filaient de la laine à la lumière vacillante du feu de bois. Assis dans un coin sombre de la maison, emmitoufflés dans des couvertures, les vieux psalmodiaient des mantras. Le village vivait de l'agriculture. Chaque famille possédait un peu de tout : moutons, volaille, chevaux, yaks et vaches. Les enfants gardaient les animaux et allaient chercher le bois pour le feu. On cultivait du blé, du sarrasin et des légumes. La terre était maigre et le travail éreintant. Hélas, malgré ces efforts acharnés, la nourriture finissait toujours par manquer. Les villageois s'empruntaient de la farine, du sel ou du chili et dépendaient ainsi les uns des autres.

Le village était soumis à l'autorité de la forteresse de Jakar où vivait le gouverneur du district, avec ses quelques fonctionnaires. Les impôts étaient élevés et la corvée beaucoup trop fréquente. Les gens portaient le plus souvent des habits rapiécés. Pourtant, une fois l'an, ils quittaient leurs loques pour revêtir leurs beaux habits de soie. C'était la fête du village ! L'occasion aussi pour les adolescents de s'éveiller à la sexualité. Les jeunes gens flirtaient aux alentours du temple, se taquinaient, chantaient et dansaient.

## Ecole désertée

Tous les deux à trois ans, quelques habitants se rendaient dans l'une des villes indiennes proches de la frontière pour se procurer du savon, du sel et des vêtements. On ne se mariait pas avec des gens de l'extérieur et on ne s'établissait jamais très loin du village. Les nouvelles arrivaient grâce aux voyageurs de passage. Un paysan ne connaissait en général que les districts voisins.

Voilà comment vivait ce village il y a 25 ans et nul n'aurait pu imaginer à cette époque que les choses allaient changer si vite. La plupart de mes amis pensaient qu'il en irait demain comme aujourd'hui et ne voyaient aucune raison de poursuivre leurs études. Ils désertaient les classes et l'école manquait d'élèves. Aujourd'hui, plus de 80 pour cent des enfants veulent aller à l'école, de sorte qu'il a fallu l'agrandir. Les parents ont compris combien l'école est utile pour apprendre un métier et pour gagner de l'argent.

Aujourd'hui, le village possède toute une série d'équipements modernes. L'hôpital est certes dans la vallée voisine, mais Ura possède un dispensaire où l'on peut obtenir des préservatifs et voir des affiches alarmantes sur le sida. De nouveaux magasins sont apparus aux environs du village. Une génératrice

fournit de la lumière la nuit et prolonge ainsi le jour. On a construit des fours qui dégagent moins de fumée et placé un robinet d'eau à proximité de chaque maison.

Nous avons aussi une route et le transport de marchandises à dos d'homme relève du passé. La seule ligne téléphonique de la vallée permet d'appeler n'importe où en Europe. Plusieurs villageois sont allés en pèlerinage en Inde et quelques-uns plus loin encore. Rencontrer des étrangers est devenu chose courante. Des hordes de touristes toujours plus grandes traversent le village, faisant croire aux indigènes qu'ailleurs les gens sont très riches et que la vie est beaucoup plus gaie dans le pays d'où ils viennent. Certaines familles possèdent des objets extrêmement convoités : enregistreur, vidéo, radio, chaussures suisses ou réfrigérateur. Quelques rares personnes ont un camion ou une voiture, mais ils les ont achetées à crédit.

## La corruption apparaît

Le paysage aussi a changé. Des troupeaux paissent sur des champs de trèfle. Les paysans d'ici préfèrent les taureaux Brown Swiss et les étalons Haflinger. Des moutons mérinos d'Australie ont été introduits pour améliorer le rendement des races locales. Cependant, les paysans ne parviennent pas à protéger efficacement leurs champs contre les ravages des sangliers, car ceux-ci se multiplient allégrement dans une forêt qui ne cesse de s'étendre. Il faut savoir qu'une politique environnementale stricte a permis à une forêt de pousser à nouveau autour du village, réduisant du même coup la surface des prairies.

Un comité de développement, composé de membres élus, se réunit régulièrement pour décider des affaires d'intérêt général. Les villageois se regroupent aussi dans d'autres comités. Il y a le comité du temple, celui de la génératrice, celui des rituels et celui des fêtes au temple et à l'école. Il reste toutefois des problèmes qu'aucun comité ne peut résoudre. Récemment, une grave querelle a ainsi partagé tout le village. Il semble que des manipulations surnoises aient déclenché la corruption, un phénomène jusqu'ici pratiquement inconnu.

En automne 1997, le village a eu l'honneur d'accueillir Sa Majesté le Roi. Comme le reste du Bhoutan, cette région aussi a été transformée en vallée fleurissante au cours des 25 années de son règne. Pourtant, certains jeunes prévoient que la prochaine étape du développement apportera encore d'autres bienfaits matériels. Ils vivent dans l'anticipation de l'avenir. Les villageois plus âgés estiment au contraire que chacun vit bien désormais et que l'on doit se contenter de ce que l'on a. Ils pensent qu'il serait temps à présent de s'occuper de culture et de foi. Mais les jeunes, ambitieux et matérialistes, jugent qu'ils vivent encore dans l'ombre du passé.

(De l'anglais)

Bhoutan

# cence perdue



14
15



# Un paradis

Depuis quelque temps, le Druk Yul – le pays du dragon, nom du Bhoutan en langue indigène – n'est plus le meilleur des mondes. La tentative d'opérer une transition en douceur entre le Moyen-Age et les temps modernes laisse un arrière-goût amer. De Gabriela Neuhaus.



Keystone

«C'est le pays de la beauté, du sourire, de l'extrême parfois et surtout de paradoxe. Développé et traditionnel, ne laissant pénétrer le modernisme que s'il peut en maîtriser les effets. Résistera-t-il longtemps aux coups de boutoir du monde surdéveloppé, aux sirènes du tourisme international en quête de nouveaux paradis à coloniser, à détruire? Perdra-t-il son âme? Tous ceux qui ont eu le privilège de voir le Bhoutan, lui souhaitent un développement lent, durable, équilibré, satisfaisant pour son peuple.»

*L'ancien conseiller fédéral René Felber a dirigé le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de décembre 1987 à mars 1993. En tant que ministre des affaires étrangères, il était également responsable de la coopération au développement, une préoccupation et un intérêt qui ne l'ont jamais quitté. René Felber s'est rendu au Bhoutan après son retrait du Conseil fédéral.*

Lorsqu'ils doivent parler de leur pays, les Bhoutanais se réfèrent le plus souvent au passé. Ils racontent par exemple l'histoire de Shabdung Ngawang Namgyal, le père fondateur qui, au XVII<sup>e</sup> siècle, a apporté la paix à ce peuple de montagnards. Une paix dont le visiteur a l'impression, au premier abord, qu'elle s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Ou bien se pourrait-il que l'avion de la Druk Air, qui nous a pris en charge à Katmandou, nous ait vraiment ramenés au XVII<sup>e</sup>-siècle? L'aéroport est petit et Paro n'est guère qu'un grand village. Les maisons sont toutes de style traditionnel et leurs toits sont rouges des cosses de chili en train de sécher. Une image qui caractérise tout le pays. Plus on s'éloigne des grandes agglomérations, plus les scènes deviennent archaïques. La route qui serpente dans la montagne traverse des régions largement inhabitées, tandis que l'on devine à l'horizon les sommets majestueux de l'Himalaya. Les maisons sont rares, quelques paysans travaillent dans les champs, des yaks et des vaches paissent. La visite de l'un des monastères perchés sur la montagne assure un dépaysement total. Dans cet endroit complètement isolé, hors du temps et du monde, des clochettes font entendre leur tintement monotone à la gloire de Bouddha; le vent et l'eau font tourner incessamment les moulins à prières et les banderoles couvertes de textes sacrés flottent au vent. Voilà le Bhoutan, ce Shangri-La vénéré, le dernier paradis sur terre.

Pourtant, même au Bhoutan, on réalise très vite que les paradis terrestres ne survivent que dans l'esprit du voyageur et que leur existence n'est pas éternelle. Bien que les habitants respectent la terre et l'environnement, comme l'exige la plus pure tradition bouddhiste, ils apprécient les bienfaits apportés par le développement de ces dernières années: les pompes à eau, les services médicaux, les écoles... Mais toute médaille a son revers. Dijon, une vieille paysanne de la province de Bumthang, raconte par exemple combien sa vie en a été facilitée: on peut acheter partout du sel et d'autres marchandises, le sol produit plus grâce aux nouvelles techniques agricoles et sa maison sera bientôt raccordée au réseau de distribution d'eau. Cependant, ses enfants sont tous partis à la ville en quête d'un avenir meilleur.

## La pression du développement

Ce petit pays montagneux doit faire face à de profondes contradictions. Le roi et le gouvernement exi-

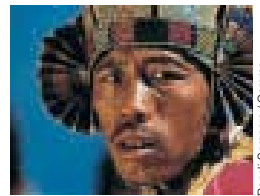
gent que le Bhoutan reste maître de son développement et effectue une transition en douceur entre le Moyen-Age et les temps modernes. Il doit profiter de son statut de «retardataire» et tirer les enseignements des erreurs commises dans les pays voisins tels que le Népal et l'Inde. Le Bhoutan a d'ailleurs trouvé beaucoup de partenaires pour l'aider dans sa tâche, car il offre des conditions idéales pour la coopération au développement: au lieu de devoir réparer les erreurs du passé, on construit ici l'avenir sur des bases pour ainsi dire intactes. Ces dernières années, cette situation a attiré l'argent de nombreux pays donateurs... Un afflux financier peut-être trop important pour que le développement reste contrôlé et puisse se faire en douceur.



Bernini-Sampers / Gamma

Depuis que le Bhoutan a ouvert ses frontières en 1961, des plans quinquennaux définissent le développement du pays. L'exploitation forestière illustre bien l'esprit qui prédomine: les arbres et les forêts restent des éléments caractéristiques des paysages bhoutanais. Leur diversité est d'ailleurs grande, puisqu'elle va des forêts tropicales des vallées du Sud aux forêts d'altitude que l'on trouve à plus de 3000 mètres. Une législation très stricte a été mise en place pour protéger cette richesse écologique. Son objectif, comme l'explique Chenkyab Dorji, ministre de la planification, est de garantir que la couverture forestière demeure supérieure ou égale à 60 pour cent du territoire. Jusqu'ici, tout s'est bien passé, mais la pression s'accroît, car la demande de bois, surtout en Inde, fait grimper les prix. Le Bhoutan n'a pas cédé à la tentation. Mais la corruption pointe par-

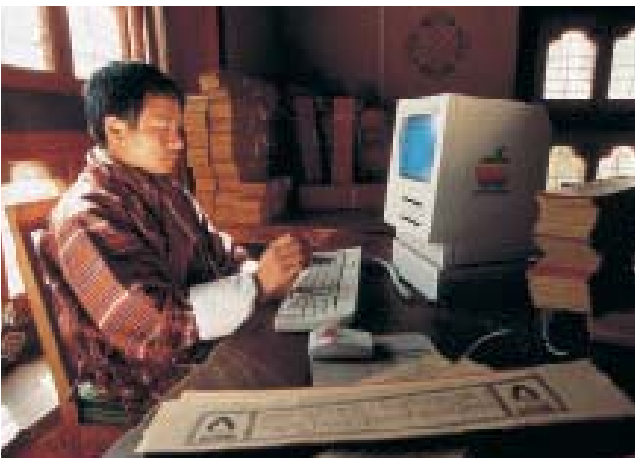
# en sursis



Bernell-Sampers / Gamma

fois sous le vernis. Pour aider le royaume à rester à l'abri de ce fléau, la Suisse soutient la formation de réviseurs par le Ministère des finances. L'électricité est un autre bien d'exportation dont on espère d'importants revenus. Là aussi, la demande du voisin du Sud est énorme. Avec l'aide internationale, le Bhoutan va donc développer son grand potentiel hydraulique. Cette perspective, excellente pour le développement économique, fait peser de lourdes menaces sur la nature encore intacte du « dernier paradis ».

La politique gouvernementale visant à protéger la culture bhoutanaise à coups de lois montre qu'il est impossible de contenir la modernité aux frontières. En 1989, par exemple, l'Etat a décrété que tous les Bhoutanais et toutes les Bhoutanaises devaient porter en public l'habit national traditionnel: pour les hommes le gho, une tunique allant jusqu'aux genoux, pour les femmes la khira, qui descend jusqu'aux chevilles. Les jeunes surtout ont de la peine à se conformer à cette prescription. Même s'ils habitent dans des régions reculées, ils ne vivent pas complètement coupés du reste du monde auquel



Bernell-Sampers / Gamma

venir des travailleurs népalais, qui se sont installés dans le Sud du pays et ont rendu la terre cultivable. Sous la pression démographique en Inde et au Népal, le Bhoutan a accueilli un nombre toujours croissant de travailleurs étrangers qui ne sont plus rentrés chez eux. A la fin des années 80, cette situation a incité le gouvernement bhoutanais à promulguer une loi exigeant que tous les Népalais arrivés au Bhoutan après 1958 retournent dans leur pays.

L'entrée en vigueur de cette loi a provoqué un exode massif, surtout dans le Sud du pays. Aujourd'hui, quelque 91 000 réfugiés vivent dans des camps au Népal. Nombre d'entre eux possédaient la nationalité bhoutanaise, mais le gouvernement ne la reconnaît désormais qu'à quelques uns. Le problème fait l'objet depuis des années de négociations entre le Népal et le Bhoutan, mais aucune solution n'est en vue. Dans le pays lui-même, les habitants d'origine népalaise sont victimes d'une discrimination croissante. En 1988, un décret a fait du dzongkha la seule langue nationale officielle. Depuis, on n'enseigne que le dzongkha et l'anglais à l'école, mais plus le népalais qui reste tout de même la langue maternelle de la moitié de la population. Les dirigeants bhoutanais justifient ce genre de mesures par la volonté de préserver « l'identité bhoutanaise ». On est toutefois en droit de se demander si cette politique respecte l'esprit du père fondateur Shabdung Ngawang Namgyal et si elle permettra au pays de franchir le délicat passage de son ancienne culture à une culture moderne.

(De l'allemand)

ils voudraient s'identifier. Pour l'heure, les Bhoutanais ne s'opposent à ce traditionalisme imposé qu'en portant des chaussettes de sport de couleurs vives et des chaussures Reebok... qui se remarquent bien sous la khira ou sous le gho. Comment de telles mesures pourraient-elles d'ailleurs préserver la culture bhoutanaise ?

## Discrimination envers les Népalais

En matière de politique démographique, les méthodes gouvernementales pour préserver la culture bhoutanaise sont encore plus douteuses. L'ethnie des Drupka se considère comme le seul dépositaire de la tradition bhoutanaise. Le roi est un Drupka, tout comme la plupart des responsables politiques et économiques. Il y a plus d'un siècle, cette ethnie a fait

## Faits et chiffres

**Nom** Druk Yul  
**Organisation politique** Monarchie  
**Capitale** Thimpu  
**Superficie** 47'000 km<sup>2</sup>

**Population** 697 000 selon les données officielles de 1994, 1,7 million selon les estimations du PNUD  
Deux groupes ethniques, les Drupkas, Bhoutanais du Nord originaires du Tibet (48 %) et les Népalais qui vivent surtout au Sud (52 %)

**Langue nationale** Dzongkha, l'anglais étant la langue des affaires. Le népalais n'est plus enseigné dans les écoles.

**Religion d'Etat** Bouddhisme mahayana, d'influence tibétaine; la deuxième religion reconnue est l'hindouisme.

**Croissance démographique** 3,1%  
**Mortalité infantile** 19,3% (1994)

**Espérance de vie** 53,2 ans pour les femmes, 49,8 ans pour les hommes

**Taux d'analphabétisme** 39%

**Couverture médicale** 1 médecin pour 6000 habitants

**Croissance économique** 5,1% (1994)

**Répartition de l'activité rémunérée**  
Agriculture 93%  
Industrie et artisanat 2%  
Services 5%

**Principaux biens d'exportation** Electricité, minerais, bois, produit du bois et produits agricoles



## Banque du gène

«C'est une chance que la civilisation moderne n'arrive au Bhoutan que maintenant. Nous pouvons encore protéger notre pays et tirer les enseignements des erreurs commises ailleurs. Un jour viendra où nous pourrons offrir au monde une banque du gène contenant d'innombrables espèces d'arbres, de végétaux et d'animaux, dont une grande partie n'a pas encore été étudiée.»

*Chenkyab Dorji, ministre de la planification du Bhoutan.*

## A l'origine, une amitié



Iris Krebs

### L'objet de tous les jours Le «Tupperware» bhoutanais

Le Bhoutan serait-il le pays d'origine du «Tupperware»? Si ce terme correspond chez nous à une boîte en plastique, l'objet est fait là-bas de bambou finement tressé. Bien qu'il s'agisse d'un objet d'usage courant présent dans tous les ménages, chaque *bangchung* est une pièce unique confectionnée avec art. Pourtant, comme nos boîtes en plastique, ces corbeilles à fermeture hermétique sont destinées à conserver de la nourriture ou à transporter des provisions. Pris séparément, les éléments de la corbeille peuvent au besoin servir d'assiette.

L'engagement de la Suisse au Bhoutan remonte aux années 50 et au début des années 60. Il a pour origine l'amitié personnelle qui unissait l'homme d'affaires zurichois, Fritz von Schulthess, à la famille royale bhoutanaise. En 1975, Helvetas a repris les programmes de la fondation privée Pro Bhoutan. La DDC aide ce pays depuis 1982, les activités sur place étant assurées par Helvetas. Le montant de l'aide suisse se situe chaque année entre 8 et 8,5 millions de francs.

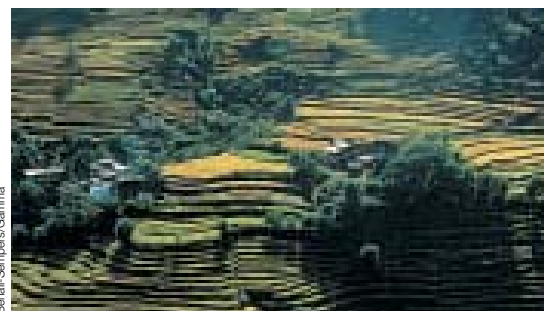
La Suisse axe sa coopération au développement sur les quatre principaux domaines suivants :

**1. Sylviculture et agriculture durables.** Ce projet s'articule autour du centre de formation pour conseillers en agriculture, inauguré en 1994 à Lobesa. Par ailleurs, la DDC et Helvetas contribuent à financer des recherches en sylviculture et en agriculture dans diverses régions du Bhoutan, afin de soutenir les efforts du pays pour préserver ses riches forêts et améliorer son agriculture.

**2. Formation et culture.** Aujourd'hui encore, environ 40 pour cent des Bhoutanais ne savent ni lire ni écrire et le pays a grand besoin d'enseignants. En collaboration avec la Banque mondiale, la Suisse soutient la construction d'une grande école normale à Paro. Pour le programme d'études, les Bhoutanais collaborent avec l'Institut socio-pédagogique de Zurich.

**3. Infrastructure rurale.** Domaine classique de la coopération suisse au développement, la construction de ponts suspendus constitue une aide directe pour la population rurale. Dans les régions montagneuses, de tels ponts évitent parfois aux habitants des journées de marche et ouvrent aux paysans des vallées reculées l'accès aux voies de communication.

**4. Organisation politique.** Dans une monarchie comme le Bhoutan, la coopération au développement ne peut fonctionner que dans le cadre d'un dialogue étroit avec les autorités. La Suisse n'en utilise pas moins ce dialogue pour plaider en faveur d'un assouplissement du système féodal et d'une démocratisation de la société.



Berndt-Sempers/Gamma

## Historique

Le Bhoutan est probablement habité depuis 2000 av. J.-C. Vers l'an 800 apr. J.-C., Padmasambhava (qui a marqué le bouddhisme tibétain) se rend au Bhoutan.

- |                        |  |
|------------------------|--|
| 1616                   | Shabdung Ngawang Namgyal, maître spirituel de l'école Drupka-Kagyupa, quitte le Tibet et fonde le Bhoutan. Il réunit pour la première fois le pouvoir spirituel et temporel.   |
| 1656                   | Unification définitive du Bhoutan.   |
| 19 <sup>e</sup> siècle | Instabilité et conflits entre les seigneurs locaux.  |
| 1864-65                | Guerre entre les Britanniques et les Bhoutanais (Guerre de Duars). Le Bhoutan perd une partie de son territoire au Sud, mais conserve sa souveraineté.   |
| 1907                   | Ugyen Wangchuk devient le premier roi de la nouvelle monarchie héréditaire.  |
| 1910                   | Accord de protectorat avec la Grande-Bretagne qui gèrera la politique extérieure du Bhoutan. A l'intérieur, le pays reste presque hermétiquement fermé jusque dans les années 50.  |
| 1949                   | Traité d'amitié et convention avec l'Inde.   |
| 1953                   | Institution de l'Assemblée nationale.  |
| 1961                   | Avènement du Bhoutan moderne, premier plan quinquennal.  |
| 1971                   | Adhésion à l'ONU.  |
| 1972                   | Couronnement du roi actuel, Jigme Singye Wangchuk.   |
| 1983                   | Fondation de la compagnie aérienne nationale, Druk Air.  |
| 1988                   | L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité provoque l'exode massif des Népalais et déclenche un conflit concernant leurs droits. En 1997, environ 91 000 personnes vivaient encore dans des camps de réfugiés au Népal. La dispute qui oppose le Bhoutan au Népal porte sur la nationalité de ces réfugiés. |





# Réagir avec rapidité et souplesse

La coopération internationale au développement avec les pays du Sud et de l'Est entre 1986 et 1995: c'est le sujet du rapport que la DDC et l'OFAEE (Office fédéral des affaires économiques extérieures) viennent de présenter ensemble. Ce rapport, approuvé par le Conseil fédéral, répond à un postulat déposé en 1996 par la conseillère nationale Rosmarie Zapfl. Comparé au rapport qui passait en revue la décennie précédente de coopération suisse au développement (1976-1985), ce texte aborde deux nouveaux domaines, à savoir la coopération avec les pays d'Europe de l'Est et la Communauté des Etats indépendants (CEI), ainsi que la protection de l'environnement au niveau mondial.

Si les problèmes macro-économiques des pays en développement ont dominé dans les années 80, le changement structurel s'est accéléré dans le monde entier au cours des années 90 (mondialisation des marchés, recrudescence des conflits politiques, interdépendance entre pauvreté, migration et un écosystème toujours plus menacé). Depuis 1989, la reconnaissance de principes politiques fondamentaux tels que la démocratisation, l'Etat de droit et les droits de l'Homme, a toutefois aussi progressé. Par ailleurs, les règles de l'économie de marché se sont imposées presque partout, modifiant en profondeur le rôle de l'Etat, de la société civile et de l'économie privée dans de nombreux pays.

Le rapport constitue la synthèse de toute une série de constats et de conclusions. La coopération internationale de la Suisse a su réagir avec rapidité et sou-

plesse aux changements mondiaux: elle a adapté ses instruments, ses politiques et ses programmes, sans perdre de vue ses grandes priorités. Même si du point de vue quantitatif la Suisse n'atteint pas encore les objectifs qu'elle s'est fixés, la qualité de sa coopération est reconnue internationalement. Cette coopération est l'expression d'une Suisse solidaire, consciente de ses devoirs et prête à assumer sa part des tâches à accomplir.

La coopération au développement de la Suisse revêt un aspect plus politique. Elle est toujours plus liée à la politique intérieure. Dans ce domaine aussi, une évolution est en cours qui tient compte des données et des exigences internationales. A l'évidence, nos propres intérêts vont de pair avec une éthique du partage. En effet, notre bien-être, à long terme, dépend de celui de la communauté internationale, car nous vivons tous dans un seul monde.

Le rapport évoqué ici mérite une lecture approfondie. Il contribue à une réflexion et à un échange d'idées.

*Walter Fust  
Directeur de la DDC  
(De l'allemand)*

# A votre a

C'est un rapport de 50 pages que la DDC et l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) ont présenté au début de l'année. Il fait le bilan de la coopération internationale de la Suisse avec les pays du Sud et de l'Est entre 1986 et 1995. Quelles sont ses conclusions ? Quelles sont les perspectives et les attentes des dix prochaines années ? Les réponses de six député(e)s au Conseil national.



KeyStone

1



2



3



4

(gn) Deux événements qui n'ont rien en commun ont marqué la coopération au développement de la Suisse durant la période allant de 1986 à 1995 : le démantèlement de l'Union soviétique en 1989 et l'adhésion de la Suisse à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international en 1992. Ces événements posent de nouveaux défis à la coopération internationale, mais tous deux ouvrent des voies nouvelles. Le rapport de la DDC et de l'OFAEE, qui répond à un postulat de la conseillère nationale PDC Rosmarie Zapfl-Helbling, constate que la période considérée a permis de prendre conscience des interdépendances mondiales. La lutte contre la pauvreté a beaucoup progressé, tant au Sud qu'à l'Est. Mais il ne faut pas oublier que beaucoup reste à faire pour éradiquer la pauvreté de la surface de notre planète. Selon le rapport, le développement veut aider les êtres humains à prendre leur vie en main et à développer leurs capacités. Dans ce sens, la coopération suisse continuera à l'avenir de mettre l'accent sur la promotion de l'autonomie. « Un seul monde » a demandé à quelques député(e)s au Conseil national quelles devraient être, à leurs yeux, les priorités de la coopération au développement. Voici des extraits de leurs réponses :

«La collaboration entre la DDC et l'OFAEE pourrait s'améliorer. Ces deux départements font du bon travail, mais avec un peu plus de confiance mutuelle, ils pourraient mieux exploiter leurs synergies.»

**Rosmarie Zapfl-Helbling (1)**, PDC, Zurich, auteur du postulat.

«La promotion de l'autonomie est importante. Nous pourrions faire davantage pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui jouent un rôle crucial dans le Tiers-Monde. Nous possédons un vaste savoir-faire dans ce domaine.»

**François Loeb (2)**, PRD, Berne.

«Il faudrait multiplier les actions en faveur des femmes dans les pays les plus pauvres. Dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous devrions défendre l'idée d'un système commercial multilatéral ouvert qui traite les pays en développement comme des partenaires à part entière. La Suisse devrait montrer l'exemple sur le plan international.»

**Brigitta Gadiet (3)**, UDC, Grisons.

«Le développement doit se fonder sur une éthique de la solidarité et de la responsabilité. Notre politique économique et commerciale ne devrait pas tolérer que les pauvres deviennent toujours plus pauvres. Une partie des règles de l'OMC sont en contradiction avec le développement durable, alors qu'elles devraient absolument respecter les exigences sociales et écologiques.»

**Pia Hollenstein (4)**, Verts, Saint-Gall.

# vis ?

## Les cours du pâtissier

En Pologne, le projet de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) a engendré un vaste mouvement parmi les entrepreneurs. De Gabriela Neuhaus.



5



6

«La politique de développement suisse devrait soutenir les pays dans leurs efforts pour accéder à l'autonomie économique et sociale. Seule, la Suisse n'arrivera pas à grand-chose. Nous devrions coordonner davantage notre politique de développement avec celle d'autres pays. Actuellement, on accorde trop de place à l'«économie privée». Il faut éviter cette tendance. C'est pourquoi il importe de donner à la politique de développement une meilleure assise ici, en Suisse.»

**Franco Cavalli (5)**, PS, Tessin.

«De plus en plus, la Suisse doit participer à des actions multilatérales en concertation avec d'autres pays, sans oublier pour autant ses actions bilatérales, que ce soit sur des projets ruraux ou urbains. A l'avenir, la priorité devrait être accordée aux projets dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. En revanche, il faut ouvrir l'accès des marchés occidentaux à tous les produits du Tiers Monde et faire en sorte que ces produits ne soient pas pénalisés.»

**Jacques-Simon Eggly (6)**, PLS, Genève

*(De l'allemand)*

Promouvoir l'autonomie ! C'était le slogan du projet lancé en 1990 à Gdansk à l'initiative de la Société suisse pour la libre entreprise. Depuis lors, les activités se sont orientées toujours plus vers le Sud de la Pologne. Au cours des sept dernières années, 150 animateurs ont organisé environ 500 ateliers, soutenus par la DDC. Jusqu'ici, plus de 5000 artisans, commerçants, entrepreneurs et chômeurs ont suivi ces cours qui devraient les aider à réussir le passage à l'économie de marché.

Le participant le plus célèbre au projet est à coup sûr Jan Klimek, élu député au Parlement polonais en automne dernier. Sa pâtisserie, située dans un petit village non loin de Katowice, attire des clients loin à la ronde. Malgré son succès, il n'a pas choisi d'agrandir son entreprise, mais de miser sur la qualité. Après avoir lui aussi suivi le cours sur les PME, un autre boulanger a opté pour l'extension, avec tout autant de succès. Sur les murs de son entreprise, il a affiché les slogans retenus pendant sa formation continue. Ce cours lui a donné le courage de jouer la carte de l'extension, affirme-t-il aujourd'hui.

Les cours ont donné lieu à plus de 500 publications, dont trois livres que Jan Klimek a édités avec Mario Raich, son professeur et ami suisse. Mais la situation est loin d'être facile : «En Pologne, les petites entreprises travaillent dans des conditions très difficiles», déclare Mario Raich. Pourtant, la plupart des participants aux cours sont parvenus à stabiliser leur entreprise, certains même à l'agrandir, ce qui équivaut à un succès manifeste. Quelque 500 participants sont venus en Suisse pour visiter des entreprises. Ils ont ramené une foule d'idées nouvelles dans leur pays.

Aujourd'hui, les partenaires polonais du projet organisent eux-mêmes leurs cours, leurs réunions et leurs débats sur la qualité. La Confédération ne soutient plus qu'un projet de suivi pour les jeunes auquel prennent part plus de trente écoles professionnelles, secondaires et supérieures.

*(De l'allemand)*



Le pâtissier Jan Klimek a suivi le cours sur les PME à Katowice en 1992. Aujourd'hui, il fait une carrière politique brillante. Il a publié quelques livres et prépare une thèse d'habilitation. C'est désormais sa femme qui gère l'entreprise familiale.

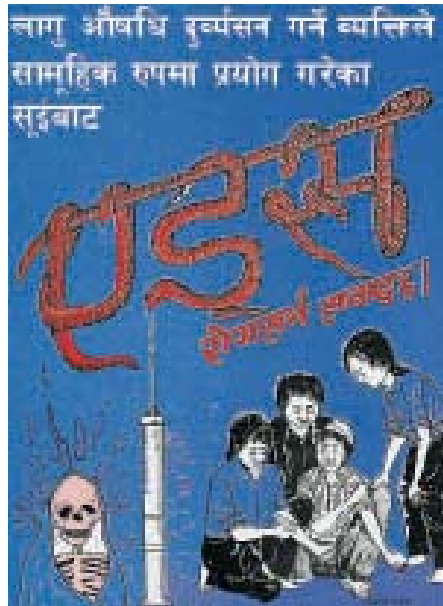
20

21

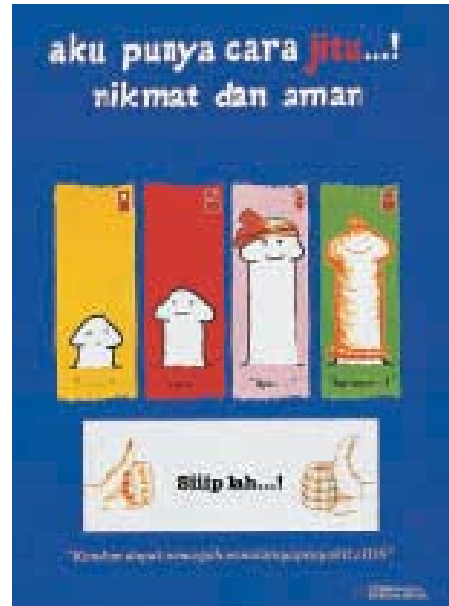


# Briser un tabou

La prévention des infections par le virus VIH et le traitement des malades du sida posent de nouveaux défis à la coopération au développement. La pauvreté et les obstacles culturels compliquent le travail de sensibilisation, par exemple au Bangladesh.



En Asie aussi, les affiches sont un des moyens utilisés dans les campagnes de prévention.



AIDS Info Docu Schweiz

(gn) Les femmes et les hommes qui ont suivi en janvier dernier au Bangladesh le cours sur le sida de Raphael Baltes sont tous en possession d'un pénis en bois, de dimension standard. Les animateurs fraîchement formés se servent de cet instrument de travail pour initier leurs collègues à des problèmes de sexualité, aux risques d'infection par le virus VIH et aux moyens de s'en protéger. En effet, 25 employés de l'ICDDRB (International Centre for Diarrhoea Disease Research Bangladesh) ont participé pour la deuxième fois à un atelier d'une semaine qui doit leur permettre d'ouvrir un débat sur la question du sida avec les collaborateurs de cet institut. Ce thème est toujours tabou au Bangladesh. Dans l'opinion publique, on ne sait presque rien des malades du sida. Faute de statistiques sérieuses, personne ne peut dire combien de séropositifs vivent dans le pays. Même s'il semble avoir été largement épargné jusqu'à présent, le Bangladesh est sans conteste un pays à risque: l'usage du préservatif y est pratiquement inconnu alors que les nations voisines (Inde, Thaïlande, Birmanie) sont déjà très touchées par le fléau du sida. En outre, dans ce pays majoritairement islamique où la sexualité hors mariage est en principe interdite, la propagation des maladies vénériennes permet cependant d'estimer les relations sexuelles extraconjugales à quelque 50 pour cent.

Dans un tel contexte social, la prévention du sida est particulièrement difficile. «La communication joue un rôle central dans notre travail», souligne Raphael

Baltes, consultant et spécialiste du sida pour la DDC, chargé de mettre en place ce programme au Bangladesh. Et communiquer ce n'est pas seulement écouter, mais aussi comprendre, accepter et agir. Pour garantir autant que possible l'impact de cette opération, on a attendu que l'ICDDRB réagisse favorablement à l'offre suisse de former ses employés. D'ailleurs, Raphael Baltes n'a pas une «campagne sida» toute faite à proposer; il élabore le matériel de travail et d'information sur place avec les formateurs locaux. Si la prévention du sida implique toujours le même message, celui-ci doit être formulé en fonction des pays et des cultures auxquels il s'adresse.

(De l'allemand)



«La prévention du sida ne doit pas se limiter à des considérations théoriques. Mes cours ont aussi lieu sur le terrain, que ce soit auprès de personnes malades ou dans un bordel.»

Raphael Baltes, consultant pour la DDC en matière de sida.

### Pour des barrages durables

(km) La «Commission mondiale des barrages» a été créée en Afrique du Sud le 16 février dernier. Instance indépendante, elle est chargée de veiller à ce que les grands projets de barrages soient plus durables du point de vue écologique et social. Ses membres représentent des gouvernements et des organisations non-gouvernementales du Nord et du Sud, les milieux scientifiques, le secteur privé et des organisations internationales. Son président est le ministre sud-africain de l'eau et de la forêt, Kader Asmal. Créée à l'initiative de la Banque mondiale et de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la commission est financée par diverses institutions publiques de développement, par le secteur privé et par des pays en développement intéressés. La DDC a largement contribué à sa création.

### Première femme à la direction de la DDC

(bf) L'entrée en fonction de Dora Rapold à la tête de la Division des services sectoriels marquera l'arrivée de la première femme à la direction de la DDC. Dès début juillet, elle sera responsable des domaines suivants: agriculture, ressources humaines, industrie/formation professionnelle/urbanisation et eau/infrastructure. Mme Rapold sera également chargée des questions économiques et du Service environnement/forêt/énergie. Dora Rapold remplace Louis Curtat devenu, au début de cette année, secrétaire exécutif de l'organisation internationale «Global Forum for Health Research» (Forum mondial pour la recherche sur la santé). Dora Rapold a étudié la sociologie et le journalisme. Elle a travaillé dans divers secteurs de l'économie privée, de la recherche et de la formation. Depuis son arrivée

à la DDC, elle a assuré la coordination du programme «Bolivie Organisation privée (ONG)», à La Paz, avant d'être nommée à la tête du service ONG de la centrale, à Berne. Pour l'heure, elle dirige le bureau de coordination de Johannesburg, en Afrique du Sud.

### Albanie: la DDC favorise l'engagement démocratique

(vor) Dorénavant, le nouveau programme de la DDC n'accorde son soutien qu'aux partenaires albanais qui s'engagent clairement en faveur de la démocratie et du respect de l'Etat de droit.

Voici ses principaux objectifs:

1. Favoriser la formation des apprentis et des adultes, en collaboration avec les Albanais, pour permettre aux chômeurs d'acquérir de nouvelles qualifications.
2. Poursuivre la revalorisation du rôle des femmes dans le domaine de la santé et développer les programmes de formation mis sur pied pour améliorer encore la qualité des soins.
3. Promouvoir le respect de l'Etat de droit et du développement de la société civile. Un nouveau programme de formation pour journalistes devrait permettre d'ancrer dans la pratique albanaise les principes de la liberté de presse, tels que nous les connaissons ici.

## Au fait, qu'est-ce que l'empowerment ?

(bf) Selon le dictionnaire, le verbe anglais «to empower» signifie donner le pouvoir, l'autorité, ou encore habilitier. Dans le cadre de la coopération au développement, l'*empowerment* consiste à fournir aux personnes défavorisées de meilleures possibilités d'agir sur leurs conditions de vie. Ainsi, par des conseils, une formation appropriée ou un appui à la mise en place de structures communautaires, on peut les aider à mieux comprendre le contexte de leur vie et de leur travail. L'expérience a montré que si les individus ou les groupes défavorisés n'ont pas cette capacité, aucune tentative d'améliorer leur situation matérielle n'aura de résultats durables. Mais tous les spécialistes n'ont pas la même perception de l'*empowerment*: certains n'y voient que des aspects économiques, pour d'autres, il est d'ordre purement technique et un troisième groupe le considère exclusivement sous l'angle social et politique. Pour sa part, la DDC plaide en faveur d'une conception qui tienne compte de tous ces aspects. L'*empowerment* est nécessaire chaque fois que des inégalités dans la répartition du savoir, du pouvoir et des ressources empêchent des personnes, des groupes de personnes, des couches sociales ou des pays entiers d'améliorer leur qualité de vie, de manière autonome, indépendante et ciblée.



J.-C. Gauthier/CRIC

# Travail des enfants:

La Conférence internationale d'Oslo en octobre dernier a constitué une étape importante vers l'abolition du travail des mineurs. Esclaves exploités sans pitié, ne disposant d'aucun avenir, privés de leur dignité, les enfants s'efforcent de faire entendre leur voix. Mais quel est le poids réel des conventions internationales? Les Etats du Sud seront-ils en mesure de financer l'éducation de leur population, en dépit de la pression écrasante de la mondialisation économique? «Un seul monde» s'est entretenu avec trois experts pour faire le point sur la question: Jean-François Giovannini (1), directeur suppléant de la DDC, Bernard Boëton (2), du secteur Droits des enfants de la Fondation Terre des hommes à Lausanne et Michaëlle De Cock (3), représentante de Terre des hommes Suisse au sein du comité d'organisation de la Marche mondiale contre le travail des enfants, manifestation soutenue par la DDC. Débat dirigé par Marco Gehring.



## Les objectifs de la Marche mondiale

1. Susciter une prise de conscience sur le problème du travail des enfants.
  2. Inciter les Etats à ratifier les conventions et à appliquer les lois en vigueur sur le travail des mineurs.
  3. Mobiliser les ressources nationales et internationales nécessaires pour garantir l'accès à l'éducation à tous les enfants.
  4. Mobiliser l'opinion publique.
  5. Exiger l'élimination immédiate des formes de travail les plus intolérables parmi les mineurs.
  6. Pousser les employeurs et les consommateurs à agir.
  7. Garantir la réhabilitation et la réinsertion des jeunes travailleurs.
- (Le programme de l'arrivée à Genève de la Marche mondiale se trouve en page 33)

**Giovannini:** L'objectif à court terme de la DDC est d'éliminer l'esclavage, l'exploitation sexuelle des enfants – qui prend des proportions tragiques et se teinte de violence dans les pays où sévit le tourisme sexuel – et les types de travail comportant des risques pour la santé. C'est, pour l'essentiel, ce qui a été décidé, l'année dernière, à Oslo, dans le cadre de la Conférence internationale sur le travail des enfants. Au mois de juin prochain, de nouvelles négociations auront lieu au sein de l'Organisation Internationale du Travail, dont l'objectif est l'éradication rapide des formes de travail les plus intolérables.

**Boëton:** Pour résoudre ce problème, il ne suffit pas de condamner le phénomène et de signer des conventions. J'étais dernièrement au Sénégal, où la situation de la prostitution infantile s'est aggravée; ce pays est en passe de devenir la Thaïlande de l'Afrique. Bien que le problème de l'esclavage et de l'exploitation des enfants soit traité à l'échelon international, ce phénomène ne semble pas reculer. Si les organisations non-gouvernementales (ONG) et la société civile en général n'exercent pas une pression sur les autorités, en exigeant que soient respectés les engagements pris par les Etats, les conventions risquent de se transformer en autant de miroirs aux alouettes.

**De Cock:** Les populations du Sud nous forcent à replacer les changements dans une dimension temporelle. La lutte contre l'exploitation des enfants sera longue, elle passera par des conventions, des accords commerciaux, des pressions politiques. Il faudra beaucoup de temps pour réunir les préalables nécessaires pour que les enfants aient tous accès à l'instruction. Nous ne voudrions vraiment pas, par exemple, voir la Marche mondiale, qui se déroule actuellement et qui arrive à Genève le 4 juin, se limiter à être un événement purement médiatique. Tous les efforts visant à restituer leur dignité aux enfants, à leur redonner leur enfance et leur avenir, doivent être pensés comme des actions au rayonnement durable.

**Giovannini:** Les conventions représentent un élément nécessaire, mais insuffisant. Il s'agit d'instruments destinés à ceux qui veulent contraindre les gouvernements à réagir et aux gouvernements fermement résolus à lutter contre des intérêts purement économiques. Mais l'efficacité de ces instruments est aussi liée aux initiatives individuelles. La société civile doit agir et tirer profit de cette sagesse internationale qui émerge actuellement.

# des mots ou des faits ?



**Boëton :** Bien sûr, mais il y a des pays qui ont ratifié la Convention sur les droits des enfants de l'ONU et qui continuent tout de même à n'investir que 5 à 6 pour cent de leur budget dans l'éducation et la santé publique, pour une population composée à 50 pour cent de jeunes, âgés de moins de 18 ans. Un jour, il faudra bien convoquer une conférence internationale qui mette de tels gouvernements face à leurs responsabilités, de sorte que la signature de cette Convention se traduise, dans la réalité, par des faits concrets.

**Giovannini :** Des rencontres sont organisées par la Banque mondiale ou par le Programme des Nations Unies pour le développement, où l'on traite des questions liées à la bonne gestion des affaires publiques. L'on y examine par exemple le rapport entre dépenses militaires et fonds alloués à l'éducation. Par là, les pays du Nord exercent un certain contrôle, une certaine pression qui va croissant ces dernières années, pour amener les Etats à respecter les engagements pris. Dans certains cas, l'on va même jusqu'à suspendre l'aide accordée. Néanmoins, je le répète, ce n'est qu'à travers la mobilisation de l'ensemble de la société que l'on parviendra à responsabiliser les gouvernements.

**De Cock :** Sans le nommer expressément, nous sommes en train d'aborder le problème de la transparence. En tant que citoyens, nous devons exiger un maximum de transparence, aussi bien de la part des gouvernements que du monde économique. En effet, c'est là une condition indispensable, si l'on veut que les initiatives en faveur d'un commerce équitable et solidaire, qui cherchent à instaurer des codes d'éthique, etc. débouchent sur des résultats tangibles. Au fond, il faut rappeler aux gens, et aux jeunes en particulier, qu'ils ont la compétence et le droit de faire entendre leur voix, d'être écoutés et d'exiger des réponses précises.

**Giovannini :** Cela ne fait aucun doute. Au-delà des conventions, chacun de nous a une responsabilité à assumer, comme individu et comme citoyen. Les protestations sociales ont toujours un certain impact. L'histoire le confirme d'ailleurs ; je pense notamment à l'abolition de l'esclavage aux Etats-Unis : le processus qui a donné lieu à la libération des esclaves avait été lancé par une femme, aux alentours de Boston. Je pense encore à la Convention sur les mines antipersonnel, qui, elle aussi, était le fruit de l'initiative d'une femme. L'individu détient un pouvoir extraordinaire. Et, de ce point de



## Les sites Internet

### Le site de l'UNICEF

<http://www.unicef.org/>

### Convention sur les droits des enfants

<http://www.unicef.org/crc/>

### Rapports sur le travail des enfants dans le monde

[http://www.ilr.cornell.edu/ib/bookshelf/e\\_archive/ChildLabor/](http://www.ilr.cornell.edu/ib/bookshelf/e_archive/ChildLabor/)

### Lutter contre le travail des enfants

[http://www.worldbank.org/html/hcovp/workp/wp\\_00056.html](http://www.worldbank.org/html/hcovp/workp/wp_00056.html)

### Sur la prostitution infantile

<http://www.childhouse.uio.no/childwatch/cwi/projects/indicators/prostitution/>

### La déclaration de Lausanne

<http://www.appel-Lausanne.ch/appel-home>

### Marche mondiale – site pour écoliers et écoles

HYPERLINK

<http://www.tdh-geneve.ch/globalmarch>

«Le travail des enfants est intolérable, dès lors que trois droits fondamentaux ne sont pas respectés : le droit à la santé, le droit à la liberté et le droit à l'éducation. En revanche, si un enfant du Bangladesh, après avoir été deux heures à l'école, accompagne ensuite son père aux champs, cela n'a rien d'indigne.»

Bernard Boëton

vue, je suis optimiste. Je le suis un peu moins lorsque je considère les réalités d'ordre purement politique ou économique.

**Boëton :** Nous sommes tous d'accord sur le fait que l'instruction constitue la seule solution au problème. Mais l'instruction est un service public, qui dépend de l'Etat. Or, actuellement, les Etats, et pas seulement ceux du Sud, sont en position de faiblesse face aux grandes puissances économiques mondiales : leurs ressources financières sont en effet limitées, ils doivent faire face à des déficits énormes et leur pouvoir contractuel s'en voit diminué. Je ne vois pas comment exiger que tous les enfants aillent à l'école, tant qu'un nombre important de pays ne consacrent que 3, 5 ou 6 pour cent de leur budget à l'instruction et à la santé, en tout et pour tout.

**Giovannini :** Parfois, il s'agit d'un problème de répartition intérieure des ressources. L'Etat indien

5 pour cent du produit du travail des mineurs est destiné à l'exportation vers les pays du Nord –, il faut encourager des formes de production sur le modèle des coopératives, à l'intérieur desquelles chaque personne est en mesure de décider et d'avoir une influence sur son propre destin. Ce serait là une façon de lutter indirectement contre le travail des enfants.

**Boëton :** Certes, mais cela présuppose que l'on soit prêt à écouter aussi les enfants. Nous devons leur donner la parole et ne pas parler à leur place, pour qu'ils soient en mesure de réagir de manière autonome. Les adolescents sont capables de s'organiser, écoutons donc ce qu'ils ont à dire.

**De Cock :** Dans le programme de l'arrivée en Suisse de la Marche mondiale, il nous a semblé essentiel de prévoir un espace conséquent réservé aux jeunes, pour qu'ils aient la possibilité de se faire entendre.



du Kerala, par exemple, tout en étant l'une des régions les plus pauvres de la planète, est socialement plus avancé que d'autres régions qui disposent de ressources plus importantes. Il est évident qu'un pays qui investit 80 pour cent de ses ressources dans l'armée, n'a plus grand-chose à offrir au système éducatif. La réponse au mal de la mondialisation de l'économie n'est autre que la mondialisation de la politique. C'est seulement par un processus de ce type que les Etats pourront acquérir un plus grand pouvoir contractuel par rapport à l'économie mondiale.

**Boëton :** Je suis plutôt sceptique à ce sujet. Dans le futur, il n'y aura plus de modèle alternatif crédible qui fasse le poids face aux systèmes qui érigent la libéralisation en dogme. Il n'y a plus aucune solution de rechange au système actuel, à moins que la population ne commence enfin à défendre ses propres intérêts. Je suis moi aussi convaincu du fait que lorsque les gens s'organisent, les résultats ne tardent pas à apparaître.

**De Cock :** Au Nord comme au Sud, les privations engendrent le découragement. La tâche des ONG et de toute personne est de reconquérir son propre espace communautaire. Je crois que, bien loin des boycotts ou autres sanctions – rappelons que seulement

Ce sera un moment d'échanges, pendant lequel les jeunes pourront exposer leurs idées, leurs solutions alternatives au travail et nous parler en particulier du type d'instruction qu'ils appellent de leurs vœux.

**Giovannini :** Toutefois, il faut faire une distinction entre les enfants qui travaillent et ceux qui sont prisonniers d'un système quasi criminel, tel que l'esclavage ou la prostitution. En l'occurrence, il est évident qu'avant de les écouter, il faut avant tout les libérer.

Pour résumer, je dirais qu'il y a trois phases distinctes : dans les plus brefs délais, l'abolition des formes de travail les plus dégradantes et les plus intolérables chez les mineurs ; dans une deuxième phase, l'on pourrait tolérer les formes encore compatibles avec les droits fondamentaux de la personne ; puis seulement – mais il s'agit là de musique d'avenir – passer à l'instauration d'une société dans laquelle les enfants n'aient plus à travailler.

(De l'italien)

# Vision 21

## Réflexions en prévision de la Conférence Nord-Sud

Ma vision du XXI<sup>e</sup> siècle se fonde sur sept grandes valeurs:

**Durabilité et créativité:** Un développement durable garantit une vie digne aux générations actuelles sans menacer les générations futures ou le monde végétal et animal. Une société est durable lorsqu'elle ne consomme pas plus de biens et de ressources qu'elle n'est capable d'en produire. Nous disposons déjà d'expériences et de modèles novateurs pour une Suisse durable et pour une politique mondiale de développement durable. Commençons donc par créer des «îlots de durabilité».

**Liberté face aux contraintes:** La liberté, au sens d'une libéralisation et d'une dérégulation sans frontières, équivaut aujourd'hui à donner toute liberté aux puissants de s'arroger encore plus de pouvoir et de moyens de décision aux dépens des plus faibles. La liberté au service de l'humanité et de la justice, c'est au contraire la possibilité d'outrepasser certaines contraintes (par exemple celle, que l'on prétend économique, de favoriser la concentration du pouvoir par les fusions) et d'oser mettre en œuvre des solutions novatrices.

**Liberté d'être solidaire:** Dans la concurrence sans merci qui règne aujourd'hui, on craint souvent d'essuyer une défaite parce qu'on ne fait pas le maximum pour son entreprise, pour son groupe de population, pour son pays ou pour une communauté de pays. Cette crainte ne fait que renforcer le cercle vicieux qui accroît les inégalités dans la répartition des richesses, aggrave le chômage et accélère la paupérisation. Lorsque les gens sauront se libérer de cette peur, ils deviendront libres d'être solidaires. Cela signifiera travail, stabilité, sécurité et durabilité.

**Justice et non charité:** D'un côté, le capital s'accumule à une vitesse impressionnante, de l'autre, la paupérisation ne cesse de s'accélérer. Ces deux phénomènes nous incitent à remédier par la charité à la misère la plus criante. Il ne faudrait pourtant pas remettre en question l'évolution de ces 150 dernières années, qui a permis de passer du système de l'aumône à un Etat social basé sur la justice. Au siècle prochain, il conviendrait plutôt d'utiliser les progrès sociaux de notre siècle pour les appliquer dans le cadre d'une politique mondiale. Le Sommet social de Copenhague, l'exigence de clauses sociales dans le commerce international, etc. indiquent la direction.

**Participer, c'est partager le pouvoir:** Il y a bientôt 50 ans que les puissances coloniales ont décidé, sous la pression et après mûre réflexion, d'accorder

l'indépendance à leurs colonies. Elles ont ainsi renoncé à une partie de leur pouvoir pour le partager avec ces pays. De même, au début du siècle prochain, les grandes puissances économiques, qu'il s'agisse d'Etats ou d'entreprises, devront être prêtes à renoncer à une partie de leur pouvoir économique. Elles devront comprendre que le partage de ce pouvoir est le seul moyen de préserver la paix sociale et politique, et donc de garantir la prospérité économique.

**Ancrage religieux:** Le XXI<sup>e</sup> sera religieux. Pour être durable, solide et porteur de paix, le travail de développement devra véritablement tenir compte des religions, encourager activement la pratique religieuse, favoriser la coexistence des religions, renforcer le dialogue entre elles et inciter l'Etat à contenir les fondamentalismes.

**Diversité culturelle:** La mondialisation, qui perçoit l'humanité comme une entité et qui se veut une occasion unique de favoriser les échanges mondiaux de biens et d'idées, ne pourra survivre au siècle prochain que si l'on permet dans le même temps aux être humains de conserver leur identité culturelle, religieuse et linguistique. En tant que préalable indispensable à la sécurité et à la paix, l'identité requiert la protection active de la diversité culturelle ainsi qu'une évolution lente et progressive des cultures. Ce n'est que si l'on parvient à freiner le rythme actuel du changement économique que les changements politiques, éthiques et culturels, nécessairement plus lents, pourront se faire au XXI<sup>e</sup> siècle sans provoquer de casures destructrices.

*(De l'allemand)*

CIRIC/J.-C. Gadmer



Alexander Egger

**Christoph Stückelberger** est secrétaire central de «Pain pour le prochain». Professeur à l'Université de Bâle, il enseigne l'éthique, principalement dans le domaine économique et social. Il est membre de la Commission consultative du Conseil fédéral sur la coopération et le développement.

Une grande Conférence internationale Nord-Sud se tient du 25 au 29 mai à Berne. Elle est organisée par la Communauté de travail des œuvres d'entraide (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas et Caritas) et soutenue par la DDC. Son thème: quelles seront les orientations et les objectifs du développement au siècle prochain? Les conférences sont un moyen de parvenir à des consensus, ne serait-ce que partiels.





Gideon Mendel/Network

CULTURE

# Le quart d'

En collaboration avec des stations de radio africaines, Radio Suisse Internationale lance un projet unique de coopération interculturelle. De Gabriela Neuhaus.

## Bambara

«Dans un pays où l'analphabétisme prédomine, nous consacrons une grande partie de nos programmes aux communications et aux informations que l'Etat diffuse en français et que nous traduisons en bambara.»

*Ibrahim Maiga, rédacteur à Radio Patriote, Bamako.*

Il n'y a pas si longtemps, Radio Patriote, à Bamako, n'avait pas encore le téléphone. Cela ne l'empêche pas d'arroser la capitale malienne et ses environs. Avec 16 heures de programmes par jour, cet émetteur privé touche 1,5 million d'auditeurs. Ibrahim Maiga est le seul journaliste professionnel de Radio Patriote, mais il gagne sa vie à l'hebdomadaire ouest-africain «Cauris Hebdo». En février et mars, il a pris un congé non payé pour venir en Suisse compléter sa formation dans le domaine

radiophonique. Pour lui, faire de la radio est devenu une véritable passion. «Ce sont des fous de la radio», dit de lui et de ses compagnons son confrère genevois Bernard Weissbrodt, de Radio Suisse Internationale. D'ailleurs, lui aussi est un «fou de la radio». Il fallait l'être pour se lancer dans le projet mis sur pied par des gens de radio du Nord et du Sud, qui consiste à diffuser un magazine hebdomadaire commun de 14 minutes.

## Passionnant et risqué

Radio Suisse Internationale produit ce magazine en collaboration avec trois radios d'Afrique de l'Ouest: Sud-FM à Dakar, Radio Côte-d'Ivoire à Abidjan et Radio Patriote à Bamako. Les quatre rédactions préparent des dossiers, des reportages et des interviews. Chaque mois, Bernard Weissbrodt reçoit ainsi de ses partenaires africains une cassette contenant leurs contributions, qu'il retravaille pour confectionner le magazine. Le défi est passionnant et risqué du



Zalmat Ahad

28  
29

# heure africain

point de vue du contenu, car les radios essaient de jongler entre l'information locale et internationale. Il l'est aussi sur le plan technique: les stations africaines sont plutôt mal équipées, de sorte que la communication entre elles est difficile, provisoirement tout au moins. Pour assurer le démarrage du projet, Radio Suisse Internationale met à disposition de ses partenaires africains des antennes paraboliques pour qu'ils puissent capter les émissions produites en Suisse. Les gens de radio en Afrique ayant un grand besoin de formation et de formation continue, une aide financière de la DDC permet aux collaborateurs des stations partenaires de venir suivre un stage de six à huit semaines en Suisse. Comme le

dit Ibrahim Maiga lui-même, c'est une chance unique: «Quand donc un journaliste malien aurait-il l'occasion de rencontrer cinq diplomates chaque jour, comme je le fais ici au Palais des Nations?»

## Elargir le réseau

Les conditions de travail sont bien sûr nettement meilleures en Suisse, mais Ibrahim Maiga pense que la technique ne fait pas tout: «Malgré les énormes différences, je peux apprendre beaucoup de choses ici. Ce qui m'intéresse surtout, c'est de voir comment est organisée une station de radio en Suisse.»

La répartition du travail entre les partenaires tient compte des possibilités de chacun. Radio Patriote fournit avant tout

du matériel brut et c'est l'ordinateur de Radio Suisse Internationale qui se charge de découper et d'assembler au plus juste les sons africains.

Pour Bernard Weissbrodt, le contact personnel avec les stagiaires africains est particulièrement important: «Dans ce travail, l'amitié qui nous unit joue un rôle non négligeable», déclare-t-il. L'amitié et le courage de travailler ensemble à un produit qui, tout en étant diffusé dans le monde entier, parle des préoccupations quotidiennes des Africains. Une vision qui pourrait donner naissance à un vaste réseau. Avant même la première émission, diffusée le 4 avril, Bernard Weissbrodt rêvait déjà de doubler la mise et de réaliser une seconde émission hebdoma-

daire, tout en élargissant le réseau de partenaires à d'autres stations radio du Sud.

*(De l'allemand)*



# Forteresse des dieux



La plus grande exposition jamais consacrée à la vie et à la culture du Bhoutan plonge le visiteur du Musée des cultures à Bâle dans un monde mystique et coloré. Il y a un contraste saisissant entre le dénuement de ces hautes vallées himalayennes et le foisonnement artistique que leur isolement a produit dans le bouddhisme. L'exposition présente par ailleurs les effets des projets suisses de développement. De Gabriela Neuhaus.

## Exposition au Musée des cultures de Bâle

L'exposition «Bhoutan - forteresse des dieux» est ouverte du 27 mai au 29 novembre 1998 au «Museum der Kulturen», à Bâle. Elle s'accompagne d'une série de manifestations. Une partie de l'exposition est consacrée à la coopération au développement Suisse-Bhoutan. On y trouve aussi des affiches et des vidéos sur le même thème.

Cette exposition est une réalisation commune du Musée d'ethnologie de Vienne et du Musée des cultures de Bâle, avec l'appui de la DDC, de l'organisation d'entraide Helvetas (très engagée au Bhoutan, notamment sur mandat de la DDC) et de la coopération autrichienne au développement.

Passée une monumentale porte de monastère, nous voici dans un monde étrange. On déambule dans le musée comme si l'on était là-bas, en s'extasiant devant des maquettes de monastères fortifiés et des intérieurs d'habitations, fasciné par des scènes filmées et des objets d'art. Masques bizarres de divinités et dignitaires bouddhistes sculptés dans le bois ou représentés sur des tapis, révèlent l'omniprésence de la religion dans le royaume du Bhoutan. Chaque maison de ce petit Etat himalayen a son autel. Ses habitants pratiquent de très anciens rituels et vivent aujourd'hui encore selon le principe d'unité entre l'homme et la nature, enseigné par le bouddhisme. C'est du moins l'image que l'Etat bhoutanais souhaite donner de lui-même. Divers objets précieux qui, même au Bhoutan, ne sont pas accessibles au public, ont été prêtés pour la première fois à un musée européen. Jigme Singye Wangchuck, roi du Bhoutan, explique ce geste dans sa préface au catalogue de l'exposition: le but est que les cultures d'Europe et de son pays apprennent ainsi à mieux se connaître et à se comprendre. On découvre avec admiration un autel de monastère du XIX<sup>e</sup> siècle, des bijoux et des glaives ouvragés avec art, des vêtements princiers et la «couronne-corbeau» portée par le premier roi du Bhoutan en 1865 lors de la guerre contre les Britanniques.

## Des matériaux traditionnels à l'aluminium

Mais l'artisanat d'art n'est pas réservé aux seigneurs féodaux du pays; on trouve des peintures, des ouvrages forgés et des tissus multicolores jusque dans les vallées et les villages les plus reculés. L'exposition présente également des objets d'usage courant et d'allure archaïque: des mortiers, des pilons, des théières en terre cuite et des récipients de pierre ou de métal, très répandus il y a quelques années encore, mais progressivement remplacés aujourd'hui par des ustensiles en aluminium.

La transformation de cet Etat montagneux, isolé du

reste du monde jusque dans les années soixante, est également un thème de l'exposition; celle-ci montre comment un petit pays tente de trouver son équilibre entre modernisation et valeurs traditionnelles, avec les difficultés que cela implique. Le visiteur peut aussi se faire une idée de la coopération Suisse-Bhoutan, qui a elle aussi toute une histoire: il y a maintenant un demi-siècle qu'Ashi Kesang, future reine du Bhoutan, et Lisina von Schulthess, fille d'un industriel suisse, firent connaissance dans une école de langues londonienne. L'amitié entre leurs deux familles est à l'origine de la coopération au développement qui s'instaura par la suite entre notre pays et le Bhoutan.

*(De l'allemand)*

**Tour de Babel littéraire**

(bf) Les œuvres littéraires qui voient le jour en Suisse ne sont pas toujours rédigées dans l'une des quatre langues nationales. Hélas, ces textes n'atteignent que trop rarement le public, voire jamais. Un ouvrage intitulé «Küsse und eilige Rosen» comble partiellement cette lacune. Les éditrices, Chudi Bürgi de Culture et développement, Anita Müller de la Déclaration de Berne, et la lectrice, Christine Tresch, ont sélectionné 30 textes dont les auteurs ont été contraints, pour une raison ou une autre, de séjourner en Suisse mais qui viennent d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et des Balkans. De la Colombienne Helena Araujo au Russe Michail Chichkin, en passant par Rakra Tethong du Tibet ou Omokhomin Ikhuoria du Nigéria, ils ont composé, chacun dans sa langue, un «voyage mondial littéraire au cœur de la Suisse». Leurs textes ont ensuite été traduits en allemand. Les récits et les poèmes s'accompagnent de photos, de portraits et d'interviews: une véritable rencontre avec les auteurs.

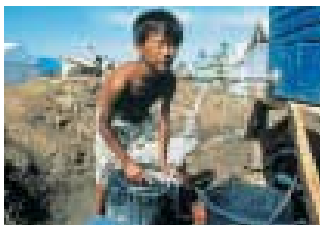
*Küsse und eilige Rosen – Die fremdsprachige Schweizer Literatur, Limmat 1998. N'existe qu'en allemand*

**Marchés de l'eau**

(bf) La gestion des ressources en eau sera l'un des grands thèmes du siècle prochain. Un récent rapport de la Banque mondiale se penche sur les marchés permettant d'optimiser l'utilisation de l'eau: comment les créer? quel est leur fonctionnement? où et comment ont-ils déjà fonctionné? *Water Markets in the Americas* décrit les expériences réussies du Colorado, du Chili et des Iles Canaries. Au Colorado, l'Etat a une participa-

tion limitée dans les marchés de l'eau. Sur les Iles Canaries (qui ne sont certes pas en Amérique, mais qui partagent l'héritage espagnol), des structures se sont mises en place avec une forte participation du secteur privé. Au Chili, des particuliers peuvent depuis 1981 acquérir des concessions de prise d'eau qui sont indépendantes des droits sur la propriété foncière; ces concessions peuvent être vendues et achetées comme tout autre bien.

*Les commandes de «Water Markets in the Americas» sont à adresser par fax à la Banque mondiale, European Office, Publications Division (+33 1) 40 69 30 68 ou par Internet sous [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org), rubrique «Publications». (L'ouvrage n'est disponible qu'en anglais)*



SFB Pictures

**«Coopération au développement et Aide humanitaire. Notions de base»****Matériel d'enseignement**

(mg) Cet ouvrage est un outil particulièrement précieux pour quiconque souhaite approfondir ses connaissances dans ces domaines ou envisage une profession qui y soit liée. Il présente les différentes formes de coopération et d'Aide humanitaire, les organisations étatiques et non-gouvernementales ainsi que les prestations demandées aux collaborateurs. Il fournit aussi un certain nombre de pistes de réflexion, un choix de publications, la liste des revues périodiques d'information et celle des institutions actives en Suisse et à l'étranger. Ce livre est édité par

cinfo, un centre d'information et d'orientation destiné aux professions en rapport avec la coopération au développement et l'aide humanitaire. Les activités de cinfo bénéficient du soutien de la DDC.

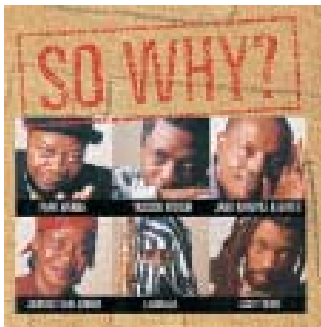
*Peut être obtenu dans les trois langues nationales, en le commandant auprès de cinfo, case postale, 2500 Biemme 7, tél. 032 365 80 02, fax 032 365 80 59*

**Un Indien surprenant****Musique**

(gnt) Une musique du monde surprenante, courageuse et entraînant jouée avec humour et esprit. Ce que l'Indien Shri (Schrikanth Sriram) nous révèle sur son dernier CD de diffusion internationale n'est pas seulement le reflet d'un pays moderne, urbain et sur la voie du progrès. Il nous fait aussi découvrir le style «Bhangra» créé par des jeunes Indiens et Pakistanais qui font de la musique avec les moyens les plus modernes (les tables de mixage prenant parfois plus d'importance que les instruments eux-mêmes). Dans l'équipe qui a produit «Drum the Bass», on trouve d'autres noms connus de ce renouveau de la musique britannico-cachemirienne, tels que Nitin Sawhney.

*Shri: Drum the Bass (Outcaste/RecRec)*





### Violence, génocide.

#### Pourquoi?

(gnt) Les six grands noms de la musique africaine qui signent «So why?» n'ont pas de réponse à cette question. Mais ils apportent une belle contribution à une campagne du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur la protection des populations civiles en cas de conflit armé. Sur ce disque, des voix aussi connues que Youssou Ndour, Lucky Dube, Lourdes Van Dunem et Papa Wemba dénoncent la tendance croissante en Afrique à résoudre les conflits par la violence. Qui en subit les conséquences? Quels sont les effets à long terme? Voilà les questions posées par leurs chansons. Ce message musical africain sera peut-être plus efficace que les nombreux appels du Nord. L'album a été diffusé sur cassette dans toute l'Afrique et bien sûr aussi en Europe.

Divers artistes : SO WHY?

(Sonodisc/Disques Office)



### Classiques revisités

(gnt) La musique brésilienne se renouvelle avec une vitalité souvent étonnante. Sous les doigts du fantasque androgyne qu'est Chico Cesar, un reggae-samba mûri au soleil de Bahia ne peut que gagner en saveur. Ce jeune trublion et musicien génial a toujours une idée d'avance lorsqu'il s'agit d'accroître encore la beauté des musiques universelles.

Chico Cesar : Beleza Mano

(Totem/cod-tuxedo)

### Du nouveau sur le Web

**Internet** (gnt) Trois nouveaux sites Internet offrent des informations intéressantes sur la coopération au développement suisse et, bien sûr, internationale.

Le site <http://www.cooperation.ch> veut mettre les potentiels de l'âge de la communication au service de la coopération. Il est consacré aux jeunes et à des activités qui ont trait à la formation, à la coopération, aux échanges et au développement. Les demandes qui y parviennent sont transmises à des personnes qui aiment organiser des activités concrètes. Grâce au Web, certains trouveront peut-être un correspondant à l'autre bout du monde. Des Suisses pourraient un jour envoyer du matériel didactique électronique à des prisons pour jeunes au Brésil. Ce site se veut vivant, ouvert et pas forcément sérieux: on pourra aussi y échanger les dernières blagues et des idées de distractions. Sur la même page, la BD interactive «Welcome to Mupedza Nhamo» est spécialement destinée à l'enseignement. A l'adresse <http://www.sdc.gov.ch>, la DDC fournit des informations utiles sur ses activités et sur les dernières nouveautés. On y trouve notamment les Lignes directrices Nord-Sud, les réponses aux questions des parlementaires, de nombreuses données statistiques, les derniers

communiqués ou dossiers de presse ainsi que le calendrier des principaux rendez-vous dans le monde de la coopération. Depuis le début de l'année, on peut consulter sur [www.eda.admin.ch](http://www.eda.admin.ch) les informations du Département fédéral des affaires étrangères, en quelque sorte la maison-mère de la DDC.

### «vice versa»...

**Publications** (bf)... c'est le titre de l'unique numéro d'un magazine qui passe en revue les multiples apports culturels d'artistes du Sud en Suisse. Ceux-ci se produisent régulièrement dans le cadre de concerts, lectures, chorégraphies ou expositions. Mais il n'y avait jusqu'ici aucun aperçu général de ces manifestations. C'est précisément la lacune que veut combler «vice versa», du moins pour les mois de mai et juin de cette année. Le magazine a recensé toutes les manifestations prévues en Suisse durant cette période, auxquelles participent des artistes venus d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Publié par le service de documentation «Culture et Développement», soutenu par la DDC, «vice versa» présente également les tendances actuelles et les commente. Il est publié à l'occasion de la Conférence Nord-Sud, qui se tient à Berne fin mai.

«vice versa» paraît en français et en allemand; il a été distribué début mai, encarté dans la «Wochenzeitung» en Suisse alémanique et dans «L'Hebdo» pour la Suisse romande. D'autres exemplaires peuvent être obtenus auprès de Culture et Développement, case postale 632, 3000 Berne 7, tél. 031 311 62 60, fax 031 312 24 02

## Lettres de lecteurs

### Critiques bienvenues

*C'est une série d'analyses critiques bienvenues et une véritable ouverture sur le travail de la DDC.*

Mme et M. René Felber, ancien conseiller fédéral

### Se réjouir ou se fâcher?

*Je trouve votre nouvelle publication tout simplement excellente. Vous avez su choisir une mise en page à la fois commode et attrayante. Les photos sont surprenantes et d'une grande qualité esthétique. Les articles sont très variés, du point de vue thématique et géographique, mais aussi par rapport à la méthode choisie.*

*Faut-il dès lors se réjouir ou être fâché qu'une publication de cette qualité soit distribuée gratuitement? A cet égard, le tableau de la rubrique Péricope témoigne d'un monde différent et incroyable.*

Roger Meier, Baden

### «Une belle carte de visite»

*Nous attendions tous avec impatience la sortie de la nouvelle publication de la DDC et nous tenons à vous féliciter chaleureusement pour le résultat. «Un seul monde» constitue à n'en point douter une belle carte de visite pour la DDC. Cette revue plaisante est réalisée avec soin, amour et compétence.*

René Grossenbacher,  
Publicom SA

### Bonne manière de croiser»

*Bravo et merci. Les deux témoignages sur le Vietnam représentent une bonne manière de croiser (dans le bon sens) les visions locales et internationales. Je souhaite bonne chance à Duong Phuong Vinh; son travail doit être passionnant!*

Etienne Durt, Lima/Pérou

### «Rénovation réussie»

*J'aimais beaucoup lire «E + D», mais je trouve sa rénovation très réussie.*

Thomas Schwarb, Bâle

# Andada



Salgado

## Combat pour la terre

Par solidarité avec le mouvement des paysans sans terre, le photographe brésilien Sebastião Salgado met une série de ses superbes photos à disposition de l'exposition itinérante « Terra ». Les 45 photos au format d'affiche racontent le combat des paysans sans terre du Brésil. Des images bouleversantes montrent leurs tentatives d'occuper de grandes propriétés en friche et les interventions musclées de la police militaire pour les en déloger.

*Ermatingen, du 25 mai au 1er juin.*  
*Kreuzlingen, du 2 au 7 juin.* *Fribourg, du 8 au 16 juin.* *Lucerne, du 17 juin au 2 juillet.* *Locarno, du 3 au 15 août.* *Bellinzona, du 16 au 30 août*

## Héritage africain

Le festival international « Musique du monde » est consacré à la diversité culturelle. Depuis 1993, la Münsterplatz de Bâle sert de scène et de plaque tournante à ce festival soutenu par la DDC et organisé chaque année autour d'un thème spécifique. Intitulé « Afrique-Amérique », le festival explore cette année l'héritage culturel africain au XX<sup>e</sup> siècle sur les thèmes suivants : de l'Afrique de l'Ouest à Chicago et à New York en passant par la Nouvelle Orléans ; des tambours Yoruba nigériens au rap du Bronx ; des chœurs sénégalais au gospel de la Nouvelle Orléans ; des brassbands de la Nouvelle Orléans au jazz moderne new-yorkais ; des griots maliens au blues des Etats américains du Sud.

*Bâle, Münsterplatz, du 11 au 21 juin 1998*

## Tolérance '98

A l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Constitution fédérale, l'exposition itinérante multilingue « Tolérance '98 – Limites en jeu » invite à une réflexion sur la tolérance. Quelle est sa marge de manœuvre aujourd'hui et quelle était sa place à l'époque de la création de l'Etat fédéral ? Quels sont les mécanismes de la tolérance et de l'intolérance ? Voilà les questions posées au travers des objets présentés. L'exposition est installée sous trois grandes tentes et propose aussi des débats sur place ou via Internet, des périodiques et des ateliers.

*Zürich, presque île d'Äu, dès le 12 juin.*  
*Genève, Plainpalais, dès le 14 août*

## Festival « Equatoriales »

Les Ateliers d'ethnomusicologie de Genève proposent une série de découvertes musicales et chorégraphiques provenant d'Afrique de l'Est. Ils les promettent plus étonnantes les unes que les autres : des polyphonies a cappella de Tanzanie, des danses acrobatiques du Mozambique aux sons de seize xylophones, des mélodies zimbabwéennes accompagnées au « piano à pouces » ou encore une nuit de solistes malgaches. Cette manifestation est organisée avec le Festival « Musique du monde à Bâle » et dans le cadre du Réseau européen pour les cultures du monde.

*Genève, Cité Bleue, du 6 au 17 juin*

## Percussionnistes à Chiasso

Le festival multiculturel World Music de Chiasso, dont la DDC est un important sponsor, accueillera notamment cette année les prestigieux percussionnistes français Les Tambours du Bronx, dont la musique est qualifiée de postindustrielle. Dans le sillage de l'édition

1997, qui avait connu un grand succès, les organisateurs ont fait beaucoup d'efforts pour composer un programme musical de tout premier choix. En plus des moments de rencontre, des spectacles et du théâtre, un petit marché sera proposé par des associations humanitaires. La DDC sera elle-même présente avec un stand d'information.

*Chiasso, du 18 au 20 juin*

## Marche mondiale

La Marche mondiale contre le travail des mineurs, qui a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et à laquelle participent plus de 400 ONG de 82 pays différents, arrivera à Genève le 4 juin 1998, où une rencontre est prévue avec les participants à la Conférence internationale du travail. Auparavant, elle fera halte le 29 mai à Bâle, où les participants en provenance d'Allemagne seront reçus par les autorités locales. Le même jour, des marcheurs venant de France se retrouveront à Berne. Dans les deux villes, plusieurs manifestations sont au programme.

Du 30 mai au 3 juin, Genève se prépare à l'arrivée de la Marche : séance d'information au Palais des Nations, débats publics et Rencontres Nord-Sud à Meyrin sur le thème « De l'exploitation à l'éducation ».

*Le programme est disponible auprès du Secrétariat suisse de la Marche mondiale contre le travail des enfants.*

*Tél. 022 736 32 79*  
*Fax 022 736 15 10*

## Impressum :

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

## Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



## Comité de rédaction :

Marco Cameroni (responsable) Catherine Vuffray (vuc)  
Andreas Stuber (sbs) Maya Krell (km)  
Reinhard Voegele (vor) Stefan Kaspar (kst)  
Marco Rossi (rm) Beat Felber (bf)

## Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)  
Marco Gehring (mg) Gabriela Neuhaus (gn)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Varuna Singh (vs)

## Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

## Photolithographie :

City Comp SA, Morges

## Impression :

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

## Reproduction :

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

## Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de :  
DDC, Section médias et communication,  
3003 Berne,  
Tél. 031 322 34 40  
Fax 031 324 13 48  
E-mail: info@sd.c.admin.ch  
Site internet: www.sdc.gov.ch

39785

Couverture: Laurent Stoop/Lookat

## «Un seul monde»

### Coupon de commande et de changement d'adresse

● Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien; il est gratuit.  
Je voudrais recevoir ..... ex. en français, ..... ex. en allemand, ..... ex. en italien.

● Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro deux de «Un seul monde»: ..... exemplaire(s) en français, ..... exemplaire(s) en allemand, ..... exemplaire(s) en italien.

● J'ai changé d'adresse:

Adresse (en majuscules):

Nom et prénom:

Eventuellement institution, organisation:

Adresse:

No. postal, lieu:

En cas de changement d'adresse, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.

32

33



